



# MONTREAL CAMPUS

## LA COMMUNAUTÉ ÉTUDIANTE VOIT ROUGE

CAHIER SPÉCIAL P9

### UQAMP3

Sexisme dans le baccalauréat en cinéma

### SOCIÉTÉ P13

Des soins inclusifs pour les aîné(e)s LGBTQ+

### CULTURE P18

Les enfants vedettes qui tombent dans l'oubli

## ÉDITORIAL

# « La meilleure école de journalisme au Québec » perd des plumes

Cette édition du *Montréal Campus* a difficilement vu le jour. Le recrutement de collaborateurs et de collaboratrices est devenu si périlleux que, pour arriver à remplir les prochaines pages, l'équipe a dû se prêter à une partie de Tétris.

Mais où sont nos collaborateurs et nos collaboratrices dévoué(e)s ?

Au moment où ces lignes étaient écrites, au moins 18 des 60 étudiants et étudiantes de première année du baccalauréat en journalisme à l'Université du Québec à Montréal (UQAM) avaient quitté le programme. La grande majorité n'avait même pas complété une session.

Il faut savoir que ni la direction du programme, ni l'Université elle-même ne comptabilisent ces données. « Il n'y en a pas. On a vérifié auprès du bureau du Registrariat et ça n'existe pas. Il les compile uniquement pour l'ensemble de l'UQAM, mais ça n'a jamais été découpé par programme », affirme le directeur du baccalauréat en journalisme, Patrick White.

L'équipe du *Montréal Campus* a donc comptabilisé elle-même le nombre d'abandons.

Selon nos propres statistiques, la vague d'abandon a emporté avec elle au moins 29 % des étudiants et des étudiantes en journalisme, toutes cohortes actives confondues.

C'est au moins 30 % pour la cohorte de première année, 32 % pour celle de deuxième année et 26 % pour celle des finissants et des finissantes.

Mis au courant de ces estimations, le directeur du baccalauréat ne souhaite pas commenter « des chiffres qui n'existent pas ».

« Il n'y a aucun sentiment alarmiste à avoir, assure-t-il. Des désistements, il y en a toujours eu, et il y en aura toujours, surtout en première année. »

Selon lui, plusieurs étudiants et étudiantes auraient remis en question leur choix de programme en raison de la pandémie de COVID-19 depuis mars 2020, et ce, dans tous les programmes universitaires.

## Un bac en presse écrite

Inquiète de l'avenir du métier auquel j'aspire, j'ai voulu comprendre ce qui a poussé ces étudiants et ces étudiantes à partir.

J'ai recueilli le témoignage de certaines des personnes concernées.

Laurence Houle, Rose Viger Vanier et Alice Boulanger ont toutes les trois quitté après une session.

Leurs raisons sont multiples : moins d'intérêt pour le journalisme qu'espéré, déception quant à la qualité de l'enseignement, manque de pertinence des cours, etc.

« On m'a dit que j'étais douée, mais j'ai réalisé que c'est possible de devenir journaliste sans faire un bac là-dedans », raconte Rose Viger Vanier, qui a changé de programme.

D'autres sont toujours inscrits et inscrites seulement parce qu'ils et elles ont le sentiment d'être rendu(e)s « trop loin pour lâcher ». C'est ce que ressent notamment Tom Imler, étudiant en deuxième année.

Ce dernier s'est découvert un

LYNDIE JULIEN

intérêt pour le journalisme multimédia, mais il considère que le cursus scolaire ne lui a pas encore offert les outils nécessaires pour se lancer en photo ou en vidéo. « J'ai tellement pas touché à ces aspects-là dans le bac que je devrais faire un autre programme pour les apprendre », indique-t-il.

Charlotte Préfontaine partage cet avis. Si elle sait que la profession est faite pour elle, l'étudiante en

ont obtenu leur diplôme, non sans questionner le choix d'institution tout au long de leur parcours. « Je savais que j'aimais la profession et que j'allais finir journaliste, mais la qualité de l'enseignement m'a fait songer à changer d'institution », se remémore Claudine Giroux, diplômée du programme, qui travaille désormais pour TVA Nouvelles.

Elle soulève plusieurs lacunes concernant l'offre de cours. « Je suis sortie du bac sans savoir comment utiliser une caméra », avoue-t-elle.

En passant de l'Université au milieu du travail, elle a remarqué « à quel point les profs ne sont plus dans la game ».

« Ça fait tellement longtemps qu'ils n'ont pas fait de journalisme que ça affecte la qualité de l'enseignement et des informations qu'ils transmettent », ajoute-t-elle.

Les politiques internes pour déterminer qui offre un cours valorisent l'ancienneté. Selon Claudine, « ça vient compromettre la qualité de l'enseignement, parce que ça ne sera pas nécessairement le prof le plus compétent qui va donner [le cours], mais le plus ancien. »

## Une promesse de changement

Toutes les personnes sondées s'entendent pour dire que le baccalauréat devrait être amélioré. Heureusement pour elles, janvier 2022 marquait le début de la réforme décennale du programme.

Un sous-comité d'autoévaluation a été mis sur pied. Il compte

une étudiante de deuxième année, un étudiant de troisième année, une diplômée, des chargés de cours, ainsi que des professeur(e)s. Ils et elles seront en poste pendant un an.

Pour recueillir le témoignage des étudiants et des étudiantes, le sous-comité organise une table-ronde le 7 avril 2022, et a créé un sondage d'évaluation confidentiel à remplir avant le 24 avril. Les éléments apportés seront le point de départ pour une réflexion sur les modifications qui seraient à apporter au programme de journalisme.

« Il est possible de retirer et d'ajouter autant de cours que souhaité », indique Patrick White. Il n'est cependant pas question de modifier le processus de sélection du corps enseignant. Ainsi, l'ancienneté demeure l'élément décisif.

« La meilleure façon de faire changer les choses de ce côté-là, c'est en passant par l'évaluation de l'enseignement », avoue Jean-Hugues Roy, professeur et directeur du sous-comité d'autoévaluation.

C'est plus facile à dire qu'à faire, selon Claudine Giroux, qui, aux côtés du comité du programme, a mis sur pied un dossier étoffé pour évincer un professeur. Dossier qui n'a pas été entendu.

L'UQAM est la seule université en Amérique du Nord à offrir une formation francophone de trois ans spécialisée en journalisme. Si l'Université n'est pas capable de retenir ses étudiants et ses étudiantes alors qu'elle les évalue selon leur motivation et leur compréhension du métier, qu'advient-il de cette profession, qui souffre déjà d'une pénurie de main-d'œuvre ? ❖



d e u -

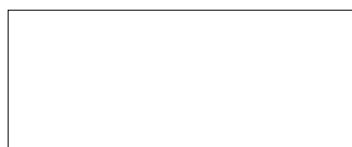
xième année relève certaines lacunes du baccalauréat. « Je trouve juste qu'on nous vend quelque chose et qu'on nous donne autre chose. On parle d'un bac en journalisme écrit, radio et télé, mais c'est un bac en presse écrite », soulève-t-elle.

## Une transition difficile

Finalement, certaines personnes

**Rédactrice en chef :** Andréa Spirito | **Directrice de l'information :** Lyndie Julien | **Chef(fe)s du pupitres UQAM :** Marie-Soleil Lajeunesse et Benjamin Richer | **Société :** Sandrine Côté et Marc-Antoine Franco Rey | **Culture :** Laetitia Arnaud-Sicari et Roxanne Lachapelle | **Directeur et directrice artistiques :** Augustin de Baudinière et Manon Touffet | **Vigies de la diversité et de l'inclusion :** Samira Ait Kaci Ali et Malika Alaoui | **Correctrices :** Anaïs Desjardins et Cheyenne Ogoyard | **Stagiaires :** Mia Gagné Vincent et Maude Careau-Bélanger | **Conception graphique :** Fernando Calderón et Vincent Lapointe | **Impression :** Hebdo Litho | **Illustrations :** Malika Alaoui, Magali Brosseau et Augustin de Baudinière | **Collaborateurs et collaboratrices :** Catherine Bérubé, Marianne Dubé, Ariane Dupuis, Éloïse Gauthier Lamothe, Philippe Granger, Philémon La Frenière-Prémont, Florianne Lauzon, Sophie Mediavilla Rivard, Cheyenne Ogoyard, Antoine Pejot-Charrost, Noémie Rochefort, Éléonore Turcotte.

Prière de recycler ce papier journal



PUBLICITÉ :

Accès média : 514.524.1182  
info@accemediacom  
Dépot légal : Bibliothèque nationale du Québec- Bibliothèque nationale du Canada



est publié par les Éditions Montréal Camping inc.  
CP. 8888 succ. Centre-Ville,  
Montréal (QC) H3C 3P8  
Téléphone : 514.987.7018

Suivez Montréal Campus sur le Web  
[www.montrealcampus.ca](http://www.montrealcampus.ca)  
Courriel: [redaction@montrealcampus.ca](mailto:redaction@montrealcampus.ca)





## DISCRIMINATION

# « Boys Club » à l'affiche

Des étudiants et des étudiantes dénoncent du sexisme au sein du baccalauréat en cinéma de l'UQAM

SOPHIE MEDIAVILLA-RIVARD

Pour dénoncer des dynamiques sexistes dans le baccalauréat en cinéma à l'automne 2020, 68 étudiants et étudiantes du programme ont écrit anonymement une lettre adressée à la direction de l'École des médias de l'Université du Québec à Montréal (UQAM). Un an plus tard, peu de choses ont changé.

C'est à la suite d'un inconfort généralisé chez les étudiantes du baccalauréat en cinéma que la discussion s'est ouverte, en décembre 2020. « *Dès les admissions, on a été super touchées par la disparité entre le nombre de femmes et le nombre d'hommes. On était 8 filles pour 22 gars* », raconte Camille Corbeil, étudiante en troisième année.

Des événements où du sexisme a été perçu se sont ajoutés à cette impression d'iniquité. « *Dans les cours, on voyait souvent, des mêmes professeurs, que les réponses des filles et les sujets apportés par les filles du programme étaient moins appréciés que ceux des gars* », déplore l'étudiante en cinéma.

Charlotte\*, étudiante en troisième année, a aussi constaté une dynamique de pouvoir. Souhaitant conserver l'anonymat afin d'éviter que son parcours ne soit influencé par sa prise de parole, elle dit avoir vu des professeurs éviter le regard des étudiantes et « *parler sans respect à des professeures, en les interrompant brusquement, comme si leur point de vue était moins important* ».

## Besoin de parité

Encouragé(e)s par certaines professeures, les étudiantes et les étudiants ont alors écrit une lettre à la direction de l'École des médias à l'automne 2020 pour révéler la problématique et proposer des solutions.

Cette lettre critiquait le « *manque de compréhension face à la place que les femmes tentent [difficilement] de créer dans le domaine cinématographique* » venant de l'Université, le « *manque de parité et d'impartialité qui permet un favoritisme dans le choix des projets* », ainsi que d'autres comportements sexistes.

La lettre n'était pas adressée à quelqu'un en particulier. Pourtant, le responsable du programme de l'époque, Denis Chouinard, était implicitement visé. Selon les signataires, le fait que cette personne « *détienne plusieurs postes à*



AUGUSTIN DE BAUDINIÈRE MONTRÉAL CAMPUS

Une lettre collective rédigée à l'automne 2020 par des étudiants et des étudiantes au baccalauréat en cinéma de l'UQAM pointait du doigt les biais sexistes de la direction et du corps professoral de ce programme. Depuis, des mesures pour favoriser la parité ont été mises en place.

plusieurs niveaux [à l'UQAM] » lui accordait un trop grand pouvoir décisionnel sur leur parcours, et leur faisait craindre des représailles si un débat sur le sujet était lancé.

## Une réponse tiède

Quelques semaines après la réception de la lettre, Denis Chouinard a quitté ses fonctions de responsable du programme. Il continue toutefois d'enseigner et de diriger l'École d'été de l'UQAM à Prague. Au moment où ces lignes étaient écrites, M. Chouinard avait décliné la demande d'entrevue du *Montréal Campus*.

Raphaëlle Loranger, une étudiante de deuxième année, a eu M. Chouinard comme professeur à l'hiver 2021. Ses camarades et elle ont abordé le problème de discrimination envers les femmes lors d'un cours.

Elle relate que le lendemain, il aurait demandé à garder uniquement les garçons dans la classe pour qu'ils s'expriment sur cet incident avec un autre enseignant.

Durant ce cours, les étudiantes présentes l'ont accusé de « *faire un boys club* », ce qui a accentué son mécontentement. Il aurait démenti son existence en lançant

qu'il ne le dirigeait pas, d'après Raphaëlle Loranger.

Clovis Gouaillier, le nouveau responsable du programme de cinéma, avance pour sa part ne pas voir de dynamiques sexistes. « *Après analyse, j'ai toujours de la misère à voir comment ces dynamiques pourraient s'installer et où elles seraient. Ce n'était pas clair à l'époque et ça ne l'est pas plus maintenant* », relate-t-il.

Pour le responsable de programme, cette missive manquait de clarté et était un événement isolé. « *C'était une lettre anonyme qui dénonçait des situations plutôt vagues. Rien n'a été identifié précisément comme situation problématique* », déclare-t-il.

M. Gouaillier doute de la présence de sexisme dans le baccalauréat en cinéma, qu'il croit peut-être associé à des circonstances exceptionnelles de la cohorte des finissants et des finissantes.

« *Depuis un peu plus d'un an, on n'a pas eu de demande de suivi ou d'autres récriminations, bien qu'il y ait une modalité ouverte pour veiller à ce que le programme soit équitable [envers tous et toutes]* », dit Clovis Gouaillier.

Camille Corbeil ne regrette pas d'avoir participé à la rédaction de la lettre. Cependant, sa vision des

événements s'est modifiée avec du recul. « *Oui, il faut dénoncer, mais il faut comprendre qu'il y a tout le temps deux côtés à la médaille. J'ai l'impression qu'on n'a peut-être pas vu l'autre côté [de la situation]. Je pense que ça aurait pu être apporté autrement* », soutient-elle.

## Un vent de changement

Depuis ces événements, les étudiants et les étudiantes en cinéma ont observé des changements positifs. « *La chose qui a le plus changé, sur laquelle mes collègues et moi on s'applique le plus, c'est d'avoir plus d'autrices dans les syllabus et plus d'œuvres de cinéastes féminines* », partage Clovis Gouaillier.

La parité est désormais respectée dans les comités, les jurys et le corps enseignant. En plus du soutien offert, des rencontres trimestrielles ont lieu pour prendre le pouls des personnes étudiantes à ce sujet.

Les deux plus récentes cohortes du programme sont presque paritaires. Toutefois, le nombre d'hommes et de femmes qui sont admis(e)s dans le baccalauréat demeure une coïncidence.

En effet, le genre n'est pas un critère de sélection, et aucune

discrimination négative ou positive n'est faite dans le processus d'admission en cinéma.

Selon Clovis Gouaillier, la cohorte des finissants et des finissantes qui a aléatoirement accueilli beaucoup plus d'hommes que de femmes n'a été, en ce sens, victime d'aucun sexisme de la part de l'institution.

Les cohortes actuelles se disent satisfaites du résultat de cette prise de parole. Les instigateurs et les instigatrices de la lettre espèrent que les prochaines générations d'étudiants et d'étudiantes n'auront pas à revivre de telles difficultés.

« *J'ai ressenti beaucoup d'incompréhension et d'invalidation de plusieurs femmes. Tout le monde disait "c'est dans votre tête", et on y croyait* », confie Charlotte, qui dit être ressortie de ces événements « *complètement épuisée* ».

Pour ces étudiants et ces étudiantes, ce combat était toutefois bien plus qu'une question de sexisme entre les murs de l'Université, mais plus largement une lutte pour une meilleure représentation des femmes dans l'industrie cinématographique au Québec.

\*Prénom fictif afin de conserver l'anonymat

— Avec la collaboration de Mia Gagné Vincent



UQAM

# Esprit de clocher

CHRONIQUE

## L'ABC de la démocratie étudiante à l'UQAM

MARIE-SOLEIL LAJEUNESSE

Au cours des dernières semaines, j'ai assisté à mes premières assemblées générales « extraordinaires » de grève à l'Université du Québec à Montréal (UQAM). J'ai été surprise de découvrir que la seule ressource pour expliquer les procédures utilisées dans les assemblées délibératives est un document de 12 pages disponible sur le site Internet de mon association facultaire.

Le document en question est le Code Véronneau. Il décrit les procédures applicables, comme une proposition d'amendement ou un avis de motion lors des assemblées délibératives. La majorité des associations étudiantes de l'UQAM qui ont un site Internet donnent accès à une version personnalisée de ce document à leurs membres.

Le nombre de pages peut aussi varier selon les organisations. Par ailleurs, peu d'associations étudiantes ont fait un résumé ou des capsules vidéo pour expliquer ce code, ce qui pourrait pourtant faciliter l'éducation à la démocratie étudiante.

Ainsi, combien de personnes lisent vraiment le Code Véronneau et le connaissent au complet ? « Je ne pense pas qu'on peut dire qu'il y a quelqu'un dans l'exécutif qui connaît par cœur ce code de procédure-là », admet Cédric Picard, responsable des affaires uqamiennes de l'Association facultaire étudiante des langues et de communication (AFELC).

Pour informer leurs membres à propos des procédures appliquées dans les rencontres délibératives, d'autres moyens sont utilisés par les associations. Quand des propositions doivent être votées, l'AFELC donne notamment une carte de vote aux membres qui y sont en personne. Sur cette carte, de courtes descriptions des procédures sont inscrites.

Selon le chapitre sur les questions de privilège du Code Véronneau, un membre ou une membre « peut soulever un point d'information à tout moment, sans nobstant les tours de parole, mais avant le dénombrement des votes », ce qui « vise à clarifier [une] procédure ». Une personne identifiée comme gardienne du senti peut

aussi répondre aux questions des membres envoyées par messagerie texte de façon anonyme ou devant l'assemblée générale.

Le président de l'Association des étudiantes et étudiants en droit (AED) de l'UQAM, Jovik Fleury, croit qu'il est nécessaire pour un président ou une présidente d'assemblée de bien connaître le fonctionnement des procédures. « Je pense que faire affaire avec un président d'assemblée qui est accessible, que nous connaissons bien et qui nous connaît bien est un des éléments qu'on doit faire pour être certains que nos membres se sentent écoutés et soient enclins à être éduqués par cette personne-là », précise-t-il.

Durant la même assemblée, plusieurs questions et des points d'information peuvent être adressés à la personne désignée comme gardienne du senti ou comme présidente. Alors, pourquoi les procédures ne sont-elles pas expliquées brièvement au début de la rencontre ?

D'après Cédric Picard et Jovik Fleury, cette situation est une question de temps. « Parfois, des discussions [concernant des grèves par exemple] peuvent durer assez longtemps. On veut prendre plus de temps pour ces débats-là et ne pas avoir à expliquer chaque fois comment ça fonctionne », indique Cédric Picard.

Mireille P. Tremblay, professeure associée au Département de communication sociale et publique de l'UQAM, évoque que l'éducation est pourtant une « condition à la vitalité de la démocratie » qui doit être prise au sérieux. « La démocratie est la seule protection contre l'autoritarisme et la dictature. Elle requiert non seulement des espaces pour délibérer, voter, exercer ou influencer le pouvoir, mais elle tire aussi sa force de l'éducation citoyenne et démocratique », mentionne-t-elle.

Malgré tout, le fait de participer aux assemblées délibératives est le meilleur moyen de s'éduquer à la démocratie étudiante. Plus les étudiants et les étudiantes assistent aux assemblées, plus ils et elles vont maîtriser les rudiments de ce processus démocratique. « C'est en participant qu'on apprend à participer », lance Mireille P. Tremblay. ❖

## AMÉNAGEMENTS INCLUSIFS

# La diversité corporelle à la recherche de confort

DOMINIQUE PLANTE

L'Université du Québec à Montréal (UQAM) se veut accueillante et inclusive. Cependant, des membres de la communauté étudiante ont de la difficulté à se retrouver dans les espaces. Ces installations sont parfois mal adaptées pour les personnes en situation de handicap ou qui sont issues de la diversité corporelle.

Laura Charland, étudiante au baccalauréat en travail social, souffre d'un trouble neurologique pouvant entraîner des chutes. « Je tombe facilement et je ne le vois pas venir. J'ai même des spasmes. Prendre l'escalier est donc risqué pour moi, mais aussi pour les gens qui sont derrière moi parce que je peux tomber sur eux n'importe quand », explique-t-elle.

À son arrivée à l'UQAM, Laura cherchait désespérément les ascenseurs sur le campus. L'emplacement de ces derniers est peu indiqué, alors l'Université s'est rapidement transformée en un labyrinthe. « Si tu ne t'y connais pas, il n'y a aucune façon que tu peux y arriver », raconte-t-elle.

L'étudiante, qui est également diabétique, doit s'administrer de l'insuline avant chaque repas et chaque collation. Gênée de le faire sous les yeux des autres étudiants et des autres étudiantes, elle se rend au local de la sécurité. « Plusieurs [personnes] me disent d'aller à la salle de bain, mais ce n'est tellement pas salubre », affirme-t-elle.

### Des espaces incommodes

Pour Marianne Laplante, diplômée de l'UQAM au baccalauréat et à la maîtrise en linguistique depuis septembre 2021, c'est plutôt la configuration de certains aménagements qui pose problème. « Les petites chaises en forme de cercle à la cafétéria Hubert-Aquin ne sont pas très confortables, déplore-t-elle. Rester assis confortablement là-dessus durant quelques heures, c'est impossible », se souvient-elle.

Les chaises munies d'accoudoirs devraient aussi être remplacées par des aménagements plus inclusifs, selon l'ancienne étudiante. « Ce n'est pas tout le monde qui rentre dans les chaises », ajoute-t-elle.

D'après Marianne, les pires aménagements de l'UQAM sont dans la cafétéria, malgré l'ajout récent de chaises amovibles. « Si l'on pouvait avoir de plus grandes chaises et plus d'espaces entre les tables, ce serait déjà un début », indique-t-elle. Lorsque la cafétéria est pleine à craquer à la pause du midi, l'accès aux tables peut être d'autant plus compliqué pour les personnes grosses ou en situation de handicap.

Toutefois, des étudiants et des étudiantes préfèrent ne pas s'en plaindre, ce que déplore Marianne Laplante. « Ça prend du courage, avec toute la stigmatisation qui vient avec l'aspect corporel. Tu as l'impression que c'est toi qui devrais t'accommoder et non l'inverse », souligne l'ancienne étudiante.

Malgré ses quelques défauts, l'UQAM est mieux adaptée que d'autres universités selon Marianne, qui fait actuellement son doctorat à l'Université York dans la ville de Toronto. Dans ses salles de cours, l'espace est très restreint en raison des tablettes attachées aux chaises. « Je suis chanceuse [parce que] je rentre encore dans l'espace. Il suffit que je prenne un peu de poids et je n'ai plus de tablette du tout. »

### Une rénovation prévue

Le réaménagement de la cafétéria du pavillon Hubert-Aquin est déjà prévu, selon la directrice des relations de presse de l'UQAM Jenny Desrochers. La période de

rénovation a commencé le 28 février dernier avant de se terminer le 30 novembre 2022.

« Ce n'est pas tout le monde qui rentre dans les chaises »

Marianne Laplante, étudiante diplômée de l'UQAM

Les espaces entre les tables seront plus vastes et les chaises ne seront plus attachées au sol. Certaines chaises auront aussi une assise plus large. « Les principes d'accessibilité et d'inclusion sont systématiquement pris en compte dans la mise en œuvre des projets immobiliers », explique-t-elle.

Tout projet de construction ou de réaménagement dans l'Université est réalisé avec les organismes aidant les personnes marginalisées, comme le Bureau de l'inclusion et de la réussite étudiante (BIRÉ), les Services à la vie étudiante et le Service du développement organisationnel.

Cette rénovation des espaces devrait accommoder davantage les personnes en situation de handicap et celles issues de la diversité corporelle. 🗣️



CAMILLE DEHAENE MONTRÉAL CAMPUS

Les chaises de l'UQAM ne permettent pas un environnement de travail optimal pour les personnes issues de la diversité corporelle.



CONDITIONS DE TRAVAIL

# Les deux réalités distinctes de l'enseignement uqamien

PHILIPPE GRANGER

Si les chargé(e)s de cours se heurtent à de nombreux défis dans le cadre de leur travail, les jeunes professeur(e)s n'échappent pas à leur lot de difficultés. Un clivage existe entre les deux, mais la réalité semble beaucoup plus complexe à l'Université du Québec à Montréal (UQAM).

« On n'est pas nécessairement préparé [au métier de professeur]. On fait partie de comités, on fait de l'évaluation de bourses, on enseigne, on gère un labo, etc. », explique Zoé Joly-Lopez, professeure au Département de chimie de l'UQAM depuis 2020. Selon elle, la réalité n'est pas bien expliquée à ces nouveaux enseignants et ces nouvelles enseignantes.

Contrairement à d'autres universités, la permanence « arrive vite » à l'UQAM, affirme Mme Joly-Lopez, ce qui force les nouveaux membres du corps professoral à faire leurs preuves rapidement. Elle peut d'ailleurs compter sur l'appui de ses collègues et des membres de la communauté étudiante.

Pour la jeune professeure, qui avait aussi de l'expérience aux États-Unis, au Panama et en Allemagne, l'UQAM constituait un lieu d'emploi de prédilection. C'est par sa « dimension humaine » que l'Université s'est avérée « toute indiquée » dans le processus de recherche d'emploi de Mme Joly-Lopez.

Cette dernière croit que les jeunes, et particulièrement les femmes, occuperont une plus grande place dans le corps professoral de l'UQAM, notamment dans le domaine des sciences, au cours des prochaines années. « Il y a ce souci de rendre les départements plus à l'image de la société et des étudiants », note-t-elle.

**Plus de stabilité exigée**

Depuis plusieurs années, le Syndicat des professeurs et professeurs enseignants de l'UQAM (SPPEUQAM) milite pour une meilleure stabilisation de l'emploi de chargé(e) de cours à l'Université. « On se sent continuellement dévalorisés. [...] On fait de la sous-traitance d'enseignement, mais sans être reconnus », dénonce Olivier Aubry, président du SPPEUQAM et chargé de cours au Département des



MANON TOUFFET MONTRÉAL CAMPUS

**Malgré l'absence de convention collective depuis 2019, le SPPEUQAM continue de défendre les conditions de travail de ses membres.**

sciences biologiques de l'UQAM. Par ailleurs, le SPPEUQAM souhaite que l'Université change le terme « chargé(e) de cours » pour « professeur(e) enseignant », afin de mieux refléter la réalité de ses membres du personnel.

En mars 2021, l'UQAM comptait 2124 chargé(e)s de cours et 1143 professeur(e)s. M. Aubry constate que 60 % des cours de premier cycle sont maintenant donnés par des chargé(e)s de cours. Cette situation s'explique, selon lui, par un calcul budgétaire, les chargé(e)s de cours étant payé(e)s de manière contractuelle. Il déplore ainsi cette « transformation des universités vers une dynamique marchande et concurrentielle ».

Au moment où ces lignes étaient écrites, l'administration de l'UQAM n'était pas en mesure de répondre aux questions du *Montréal Campus*.

Toutefois, la prédominance des chargé(e)s de cours ne signifie pas que moins de membres du corps professoral sont engagé(e)s. « Je pense que le nombre de professeurs a augmenté au cours des années, et au cours des différentes conventions collectives au sein de l'Université », estime-t-il.

**Moins de responsabilités**

Certaines personnes choisissent un poste de chargé(e) de cours afin d'avoir plus de temps à consacrer à la recherche. C'est le cas de Khadiatou Sarr, qui a été chargée de cours au Département

des sciences juridiques de l'UQAM l'année dernière. Elle considère avoir été payée à la hauteur de son travail.

« On se sent continuellement dévalorisés. [...] On fait de la sous-traitance d'enseignement, mais sans être reconnus »

**Olivier Aubry, président du SPPEUQAM.**

« Je pense que l'avantage quand tu es chargé de cours, c'est que tu as moins de responsabilités. » Elle précise que les professeur(e)s ont plus de « comptes à rendre », ce qui est particulièrement vrai pour les femmes.

D'autres personnes prennent ce temps pour continuer à pratiquer leur profession en parallèle. « Admettons qu'on ait une charge par année ou deux charges par année, on a moins que le salaire annuel minimal pour vivre au Québec, et pourtant on est des enseignants universitaires. On n'a pas le choix d'aller chercher un autre travail », affirme Olivier Aubry. ❖

## Esprit de clocher

CHRONIQUE

# Toujours pas de salaire pour les stagiaires

BENJAMIN RICHER

Après des années à militer, les stagiaires auront finalement droit à une meilleure protection en milieu de travail grâce au projet de loi 14, déposé le 24 février à l'Assemblée nationale. Mais combien de temps devront-ils et elles encore attendre pour que leurs stages soient rémunérés ?

Les mobilisations de 2018 et de 2019 pour la rémunération et les droits des stagiaires ont porté fruit, du moins en partie. Les quelque 195 000 stagiaires au Québec pourront être protégé(e)s face au harcèlement et aux violences sexuelles, ainsi qu'avoir droit à des recours au Tribunal administratif du travail.

Des jours fériés et de maladies seront aussi garantis par la loi, de même que des congés sociaux lors du décès d'un proche, de la naissance ou de l'adoption d'un enfant, d'obligations liées à une personne à charge et, plus largement, pour des événements comme un mariage et des funérailles.

Ces nouveaux droits constituent un pas en avant, mais ce qui est frappant, c'est que ces derniers n'arrivent qu'en 2022. C'est désolant de voir comment les stagiaires sont considéré(e)s comme des employé(e)s de seconde zone en vertu de la loi.

Bien que ce projet de loi, qui devrait être adopté lors de la présente session parlementaire, soit vu comme une victoire par différents regroupements étudiants, il comporte certaines lacunes. Les congés de longue durée, dont les congés parentaux, en sont exclus, ce qui risque de pénaliser les femmes de manière disproportionnée en raison de conditions de travail moins bonnes que dans les domaines à prédominance masculine. Le document ne précise pas non plus quel type de stagiaire sera protégé. Que ce soit un stage d'observation, non obligatoire, ou de mise en œuvre des compétences, tous et toutes devraient avoir les mêmes droits.

Certains groupes étudiants s'inquiètent aussi des pouvoirs du Tribunal administratif du travail, qui constitue la première instance en cas de recours. Le Tribunal se réserve le droit d'intervenir dans le dossier universitaire. Or, ce dernier ne possède en théorie aucune expertise en la matière. Il est donc important que les rôles

et les responsabilités des milieux de stage, des établissements d'enseignement et du Tribunal soient mieux définis.

La grande lacune reste que la rémunération des stagiaires est complètement écartée du projet de loi. Le droit à un salaire devrait pourtant être la base de toutes conditions de travail.

Camille Delrieu, membre du collectif Un salaire pour toutes les stagiaires, se réjouit de voir le dossier avancer. Elle croit cependant que ces nouveaux droits ne régleront pas la précarité vécue par les stagiaires. « Si tu fais une plainte pour harcèlement, ça prend énormément de preuves. C'est un processus difficile et long pour obtenir un gain de sa réclamation », explique la stagiaire en troisième année au baccalauréat en travail social à l'Université du Québec à Montréal (UQAM).

Concernant la rémunération des stages, le gouvernement avait lancé un programme de bourses à la suite des grèves de 2019, mais elles sont insuffisantes. D'une valeur d'un peu plus de 2500 dollars, elles couvrent à peine les frais de scolarité. Ces bourses ne concernent que certains programmes et rien n'indique qu'elles seront pérennes. De plus, elles ne peuvent pas être combinées aux nouvelles bourses incitatives, qui seront octroyées à partir de l'automne prochain, afin de pallier le manque de personnel dans des secteurs stratégiques. Par ailleurs, seul(e)s les étudiants inscrits et les étudiantes inscrites à temps plein seront admissibles.

La solution ne passe donc pas par des bourses, mais par la salarisation des stagiaires. Une revendication clamée haut et fort lors des récentes journées de grève à la fin mars en marge de la sortie du budget 2022-2023. Le gouvernement, qui est pour l'instant resté muet comme une tombe, prêterait peut-être une oreille plus attentive en raison de la pénurie de main-d'œuvre. « Je pense que si on fait la grève des cours, mais aussi des stages, ça permet de mettre un moyen de pression et de montrer le travail que les stagiaires font dans les milieux », souligne Catherine Fontaine, aussi membre du collectif et étudiante en travail social.

C'est bien beau avoir des droits ou des bourses, mais encore faut-il être capable de payer son loyer. Tout travail mérite un salaire. ❖

## LANGUE FRANÇAISE

# Quand Antidote ne suffit plus

## La communauté étudiante se tourne vers des novices de la révision pour corriger leurs travaux

CHEYENNE OGOYARD

Que ce soit sur les réseaux sociaux ou sur un babillard au détour d'un couloir, de nombreuses annonces d'étudiants et d'étudiantes proposant leurs services de révision de travaux sont visibles. Pourtant, cette pratique pourrait remettre en cause l'intégrité universitaire de ceux et de celles qui font appel à leur service.

Audrey-Anne fait régulièrement appel à une étudiante de l'UQAM pour corriger ses travaux. « *J'ai quand même une bonne base en français, mais on dirait que c'est une sécurité d'avoir quelqu'un qui repasse par-dessus toi, pour être sûre à 100 % qu'il n'y a pas de fautes* », déclare l'étudiante à l'Université Laval, qui préfère taire son nom de famille en raison de la controverse entourant cette pratique.

L'étudiante précise toutefois que sa réviseuse est l'une de ses amies, ce qui permet une relation de confiance. « *Je ne suis pas sûre que j'aurais fait appel à quelqu'un si je n'avais pas vu que mon amie offrait ses services* », ajoute-t-elle.

Le cas d'Audrey-Anne n'est pas isolé. Des cours de perfectionnement en français sont offerts dans plusieurs universités, mais plusieurs membres de la communauté étudiante préfèrent avoir recours à ces réviseur(e)s qui œuvrent dans l'ombre. Ces personnes sont souvent d'autres étudiants et étudiantes qui proposent leurs services en échange d'une contrepartie financière.

### Des lacunes en français

D'après la professeure au Département de linguistique de l'Université du Québec à Montréal (UQAM) Reine Pinsonneault, la qualité de la langue des étudiants et des étudiantes n'est pas uniforme. « *Quand ils arrivent à l'université, ça fait beaucoup d'années sans avoir touché à la langue, à la structure de la langue, au fonctionnement de la langue, alors il y a beaucoup de rattrapage à faire* », affirme-t-elle.

La ministre de l'Enseignement supérieur, Danielle McCann, avait même affirmé, lors d'une conférence de presse en septembre 2021, que les résultats de l'épreuve uniforme de français à la fin du parcours collégial n'étaient pas à



CHEYENNE OGOYARD MONTRÉAL CAMPUS

Selon les types de travaux et le nombre de mots ou de caractères, le coût des services offerts par les réviseurs et les réviseuses peut varier pour chaque membre de la communauté étudiante.

la hauteur. Selon elle, le taux de réussite est de 84 %, et la langue française est la cause de la quasi-totalité des échecs.

### Une question de temps

Marie-Pier Lajoie, correctrice et réviseuse à son compte, a déjà travaillé pour des étudiants et des étudiantes de l'UQAM. Elle estime que plusieurs personnes font appel à ses services par manque de temps. « *Je suis capable de les aider pour qu'elles puissent présenter un travail selon les normes de l'université* », indique-t-elle.

Audrey-Anne essaie quant à elle de pallier la pression que les études peuvent lui procurer. « *Le français pèse beaucoup dans mon baccalauréat et c'est sûr que c'est toujours très stressant de perdre beaucoup de points dans des travaux, pas juste pour la qualité du contenu, mais pour le français aussi* », précise l'étudiante.

Pourtant, les membres de la communauté étudiante de l'UQAM bénéficient de nombreux

outils pour rédiger leurs travaux, comme le logiciel de correction grammaticale Antidote. Reine Pinsonneault et Marie-Pier Lajoie s'entendent pour dire qu'un humain demeure plus efficace qu'un programme informatique. Mme Lajoie croit qu'elle se démarque par la qualité de son travail, qui lui permet « *d'amener le texte à un niveau supérieur* ».

### Mettre son intégrité en jeu

La révision des travaux universitaires soulève des questions sur le plan éthique.

Selon Jenny Desrochers, directrice des relations de presse de l'UQAM, faire appel à des services de révision ne mène à aucune sanction de la part de l'Université. « *Une personne qui fait corriger son travail sur le plan grammatical ne sera pas signalée au Règlement no 18 [sur les infractions de nature académique], à moins que la correction soit d'une telle ampleur qu'on se retrouve en présence d'un étudiant qui a fait pratiquement*

*faire son projet* », concède-t-elle. Elle ajoute qu'une telle situation n'a encore jamais été rapportée à l'UQAM.

Pour Marie-Pier Lajoie, faire appel à un réviseur ou à une réviseuse n'est pas de la tricherie. « *Il n'y a pas de problème parce que c'est vu comme un outil à la réussite, pour pouvoir atteindre son but* », explique-t-elle.

Toutefois, la réviseuse ne touche pas qu'à la forme, mais aussi au fond. « *J'ai des connaissances dans plusieurs domaines, donc ça peut arriver que je réoriente le travail* », admet la réviseuse. Elle raconte avoir eu un étudiant particulièrement doué en français, qui n'avait pas de besoin au niveau de la rédaction. « *Il voulait que je fasse ses lectures pour ensuite peaufiner ses travaux en apportant un élément nouveau* », se souvient-elle.

Mme Pinsonneault est plus nuancée. La professeure ne condamne pas entièrement cette pratique, car cela démontre une volonté de bien faire de la part de

l'étudiant ou de l'étudiante. Elle se demande néanmoins jusqu'où va la correction. « *On ne peut pas empêcher un étudiant de vouloir présenter un travail de qualité à son professeur par exemple, [...] mais il faut se questionner sur ce qu'on reçoit comme travail : est-ce que c'est vraiment le fruit de la personne étudiante ou pas?* », soutient-elle.

Un autre paramètre à considérer est la formation de la personne qui offre ses services, indique Mme Pinsonneault. « *Quelqu'un qui est correct en français va être capable de voir les erreurs d'accord de verbes par exemple, même de participe passé sûrement, mais quand on arrive à la syntaxe des phrases et à la construction de phrases complexes, c'est là que ça devient un peu plus délicat* », précise-t-elle.

De son côté, Audrey-Anne ne désire pas que sa correctrice modifie le contenu. « *C'est sûr qu'elle revoit des structures, elle va aussi chercher un peu plus de diversité dans les mots, [...] mais je ne m'attends pas à ce qu'elle touche au contenu* », assure-t-elle. 🗨️



## SOCIÉTÉ

## EMPLOIS

# La génération Z prend d'assaut le marché du travail

## Le bonheur occupe une place centrale dans sa conception de son environnement professionnel

MIA GAGNÉ VINCENT

**S**anté mentale, conciliation travail-vie personnelle, dénonciation de climats de travail toxiques... De nouveaux paradigmes viennent bouleverser le marché de l'emploi, alors que la génération Z s'apprête à s'en emparer. Portrait d'une population qui a tout à gagner dans un contexte de pénurie de main-d'œuvre, où l'employé(e) est au cœur des préoccupations des employeur(e)s.

« Être heureuse [au travail], c'est vraiment le critère numéro un, je dirais même avant le salaire », affirme d'emblée Marie Leblanc, étudiante au baccalauréat en psychologie à l'Université du Québec à Montréal (UQAM) et qui travaille à temps partiel à la Boulangerie Les Enfarinés à Boucherville.

C'est un souhait réalisable dans le contexte économique actuel, puisque les jeunes de la génération Z, né(e)s entre 1997 et 2010, ont plusieurs possibilités d'emplois. Les jeunes peuvent ainsi choisir l'emploi qui leur convient le mieux.

Diane-Gabrielle Tremblay, professeure au Département d'économie et de gestion de l'Université TÉLUQ, explique que les nouvelles demandes sur le marché du travail sont souvent liées à la situation économique.

Entre les années 1980 et 2000, par exemple, le portrait de l'économie québécoise était caractérisé par peu d'emplois disponibles et un taux de chômage élevé. Les employé(e)s n'étaient donc pas toujours en mesure d'exprimer leurs demandes quant à leurs conditions de travail.

### Une pénurie avantageuse

« Maintenant, les employés sont dominants et peuvent demander ce qu'ils veulent », explique Diane-Gabrielle Tremblay.

Selon Amanda Naud, conseillère en ressources humaines pour l'agence de relations publiques TACT, il faut user de créativité afin d'offrir aux employé(e)s des conditions concurrentielles aux autres entreprises. Dans un contexte de « marché de l'employé », dit-elle, [...] Il faut trouver de nouvelles façons de

faire en sorte que ce soit plus attirant. »

Chez TACT, les employeur(e)s ont notamment mis en place une période sans rencontres internes les mercredis après-midi, afin de permettre aux employé(e)s de faire du travail personnel. Au sein de l'entreprise, les travailleurs et les travailleuses sont libres de venir au bureau ou de travailler à la maison selon leurs besoins. Des dîners pizza et des 5 à 7 sont aussi organisés afin de créer un esprit d'équipe.

La pénurie de main-d'œuvre observée aujourd'hui permet aux jeunes de choisir l'emploi qui leur convient le mieux. Par exemple, certaines personnes vont quitter des entreprises où le climat de travail est toxique, puisqu'il y a plusieurs autres possibilités. « On n'est pas obligés de tolérer ça », rappelle Mme Tremblay.

Si autrefois le travail était perçu comme une simple manière de gagner sa vie, la réalité est toute autre aujourd'hui. Les gens veulent davantage trouver un sens à ce qu'ils et elles font, explique Mme Tremblay. La conciliation entre la vie personnelle et le travail est

également un nouveau critère pour les jeunes de la génération Z.

### Un gage de succès

Pascale Leclerc le répète : avoir une belle dynamique de groupe au travail est essentiel. L'étudiante au baccalauréat en action culturelle à l'UQAM travaille à temps partiel au Lola Rosa Parc, un restaurant végétalien à Montréal où elle a créé des amitiés qui perdurent à l'extérieur des heures d'achalandage. « Je rentre là et j'ai l'impression que c'est ma maison », décrit-elle.

Les étudiantes rencontrées par le *Montréal Campus* s'entendent d'ailleurs pour dire qu'une relation saine avec ses patrons et ses patronnes est de mise pour être heureux et heureuse dans son milieu de travail.

Marie Leblanc se réjouit de la flexibilité dont ses employeurs à la boulangerie font preuve. L'étudiante est en mesure de prendre des congés lorsqu'elle a des examens ou lorsqu'elle part en voyage, par exemple. « Je n'ai pas beaucoup de pression sur mes épaules parce que

je sais qu'ils sont vraiment compréhensifs », témoigne-t-elle.

En effet, Amanda Naud remarque elle aussi que la bonne ambiance sur le lieu de travail est primordiale pour les employé(e)s. En entrevue, les jeunes de la génération Z mentionnent souvent que la chimie au sein d'une équipe est un critère essentiel pour le choix de leur emploi.

La relation entre les gestionnaires et les employé(e)s a évolué, selon la conseillère aux ressources humaines. Auparavant, « c'était le boss qui disait quoi faire et qui donnait les tâches ». « Maintenant, ce que les [employé(e)s] recherchent, c'est quelqu'un qui va les faire grandir, les aider à se développer professionnellement et à les amener au niveau supérieur », relate Mme Naud, précisant que les jeunes souhaitent avoir un ou une mentor(e) en leur supérieur(e).

### Changement de la donne

Selon une étude de Statistique Canada publiée en avril 2021, 15 % des travailleurs et des travailleuses souhaiteraient être en télétravail à temps plein, tandis qu'environ 10 % d'entre eux et elles désireraient revenir au boulot à temps plein. Environ 80 % de la population aimerait, pour sa part, travailler dans un modèle hybride, soit la moitié des heures à la maison et l'autre moitié à l'extérieur de leur demeure.

Pour Marie Leblanc, qui étudie la psychologie, travailler en mode hybride représente « le meilleur des deux mondes ». Des échos différents de la part de Pascale Leclerc, qui préfère pour sa part travailler en « présentiel », puisque le bureau est un lieu de rencontres et de socialisation pour l'étudiante.

Diane-Gabrielle Tremblay croit d'ailleurs que les jeunes voudront retourner au travail afin de retrouver un esprit d'équipe que la pandémie a effrité. Selon elle, ces lieux sont des milieux d'échange, de réseautage, et des endroits où l'on apprend les rudiments du métier. Elle précise que la pandémie a permis à de nombreuses personnes de réaliser ce qu'elles désiraient dans leur emploi.

« Je pense que le nouveau milieu de travail, ça va en être un où on va pour être avec les autres, pour échanger, etc. Ça ne sera pas juste pour s'asseoir devant son écran, puisque ça, au contraire, on peut le faire mieux chez soi », estime Mme Tremblay. 🗣️



LILA MAITRE MONTRÉAL CAMPUS

En plein contexte de pénurie de main-d'œuvre, les portes du marché du travail sont grandes ouvertes pour la génération Z. Ces jeunes, au début de la vingtaine, négocient de nouvelles conditions professionnelles, en rejetant les milieux de travail jugés toxiques.



SOCIÉTÉ

## RELATIONS

# Méfaits divers

CHRONIQUE

## Sortir d'une situation d'ignorance

MARC-ANTOINE FRANCO REY

Je n'ai jamais donné d'argent aux personnes en situation d'itinérance. Craignant de contribuer aux dépendances, je m'abstenais. Cependant, j'avais tort. La question ne se limite pas qu'à la simple action de donner ou non.

« Si on donne, on n'a pas à juger de ce qui est fait de l'argent », soutient Elisabeth Greissler, professeure adjointe à l'École de travail social de l'Université de Montréal (UdeM) et membre du Centre de recherche de Montréal sur les inégalités sociales, les discriminations et les pratiques alternatives de citoyenneté. La professeure compare les dons à une paye. « Qui va regarder comment tu dépenses ton argent ? », me demande-t-elle.

Confronté à mes a priori, c'est à ce moment que je remets les choses en perspective : cela importe-t-il tant de savoir où ira l'argent, au fond ? L'action de donner ne devrait-elle pas être posée sans conditions ?

« Peu importe la part de vérité, il y a une chose qui est claire, c'est que la consommation vient avec la rue, parce que la rue est invivable », déclare Jacinthe Rivard, professeure associée à l'École de travail social de l'UdeM et chercheure associée à la Chaire de recherche sur l'évaluation des actions publiques à l'égard des jeunes et des populations vulnérables.

Il est facile d'évoquer la drogue comme prétexte pour ne pas donner pour quiconque qui ne connaît pas la réalité de la rue.

Pourtant, les conséquences du sevrage peuvent parfois être plus graves que celle de la consommation d'alcool ou de drogue, atteste Jacinthe Rivard, allant même jusqu'à la mort. « Consommer peut aussi être une question de survie : survivre aux affres du sevrage ou bien survivre à la rue, à la souffrance, à la solitude, à l'abandon, etc. », fait-elle valoir. Soudainement, tout n'est plus noir ou blanc.

« Même moi, parfois, je donne un peu d'argent quand j'en ai », raconte Joël Basile. Après avoir passé 13 ans dans la rue, l'Atikamekw originaire de La Tuque avait, jusqu'à tout récemment, trouvé un logement. Mais il n'a pas pu le garder. Temporairement sans domicile fixe, il travaille pour avoir un

nouveau foyer avec Projet Logement Montréal, une initiative qui vise à loger les personnes en situation d'itinérance. Entre-temps, il dort dans des refuges. Notre discussion me fait réaliser que la rue n'a pas de personne type ; n'importe qui peut s'y retrouver.

En ce qui a trait aux dons, Joël me conseille avant tout de m'écouter : « Je dis que ça va selon ta bonne humeur. Si tu te sens généreux aujourd'hui et que tu as le goût de faire plaisir à quelqu'un, tu le fais ». Il mentionne aussi l'utilité de faire don de vêtements, de denrées non périssables et de venir voir où sont logées les personnes en situation d'itinérance.

« La chose qu'on peut toujours faire quand on rencontre une personne en situation d'itinérance, c'est de la saluer, lui dire bonjour, lui sourire, si c'est possible de s'arrêter et de jaser un peu avec elle, parce que ce qui les tue, c'est l'indifférence », énonce Jacinthe Rivard. Il m'apparaît que l'action de simplement donner de l'argent vaut moins que de réellement prêter attention à ces individus, pour qui l'indifférence est source de grande détresse.

Mme Rivard insiste aussi sur l'importance de donner avec respect et humilité. « Si tu le donnes en position de pouvoir, l'autre se sent encore plus petit », relève-t-elle.

« Ça fait beaucoup plus mal d'être ignoré que de ne pas recevoir », abonde en ce sens Elisabeth Greissler. J'en tire que la question n'est pas de déterminer s'il faut donner ou non : c'est l'égard qu'on porte aux personnes en situation d'itinérance qui compte. « Tu n'es pas obligé de donner de l'argent, mais regarder dans les yeux la personne qui est là et lui dire : « aujourd'hui je ne peux pas, mais je te souhaite une bonne journée » », est d'avis Frédéric Peloquin, médiateur communautaire chez Exeko, organisme à but non lucratif œuvrant auprès des communautés marginalisées par la culture et l'éducation.

Ce n'est pas quelques pièces qui sortiront une personne en situation d'itinérance de la rue. Peut-être qu'un peu d'humanité l'aidera à voir que, si elle existe encore aux yeux des autres, elle peut toujours exister pour elle-même et, ultimement, s'en sortir. ❖



ÉLOÏSE GAUTHIER-LAMOTHE

Fréquentations, « casual dating », couples ouverts... La croyance populaire veut que les modèles relationnels modernes s'exercent au détriment du couple monogame conventionnel. Pourtant, les données démontrent que les jeunes générations continuent de s'engager dans des relations sérieuses sur le long terme. Ce supposé « désintérêt » social envers les relations traduit plutôt une transformation de l'idée même du couple, selon des spécialistes.

« Les gens vont parfois dire que la sexualité des jeunes est tellement plus dépravée qu'avant, alors que les données sont les mêmes qu'il y a 30 ans. Quand on regarde les cégépiens, par exemple, ils sont souvent en couple monogame, souhaitent fonder une famille, etc. », explique Kanica Saphan, sexologue et fondatrice du cabinet Sofa Sexologique.

Les jeunes se mettent toujours en couple, mais les paramètres sont désormais plus variés que ceux du couple traditionnel monogame. C'est le cas de Pascale Roy, une étudiante de l'Université McGill : après avoir été dans une relation exclusive au secondaire, elle a réalisé que ce genre de modèle ne lui convenait pas. « Je cherche à être en relation, mais pas en couple. Dans le passé, j'ai eu l'impression que ma liberté a comme été brimée, raconte la femme de 22 ans. Je sais que si je tombe dans les mêmes patterns, je vais être triste, je ne vais pas me sentir libre de faire ce que je veux. »

### La cote des relations libres

Comme Pascale, plusieurs personnes rejettent le couple dit « traditionnel » et se tournent vers des modèles alternatifs. Selon une étude publiée en 2019 par l'Université de Colombie-Britannique, plus d'une personne adulte canadienne sur dix estime qu'un couple ouvert est « leur type de relation idéale ».

Ces relations libres, dans lesquelles les individus acceptent de participer à des interactions sexuelles, émotionnelles et romantiques avec plus d'un partenaire ou d'une partenaire,

# L'amour n'est pas qu'une histoire de couple



MANON TOUFFET MONTRÉAL CAMPUS

Si le couple reste populaire auprès de la jeunesse québécoise, il est de moins en moins cantonné dans le modèle monogame.

illustrent un changement des mœurs. « La société progresse, donc on voit d'autres modes relationnels, précise la sexologue Kanica Saphan. Socialement, on est en train de se défaire des idées que la sexualité est seulement acceptable dans un cadre X, Y ou Z, c'est-à-dire monogames, mariés et hétérosexuels. »

Au Canada,

## 1 personne sur 10

estime qu'un couple ouvert est sa forme de relation idéale

Une période d'essai

L'avènement des fréquentations est aussi un nouvel aspect relationnel adopté par les jeunes, note Hélène Belleau, professeure au Centre Urbanisation Culture Société à l'Institut national de la recherche scientifique (INRS). « Autrefois, vie sexuelle et fidélité étaient vraiment associées à la vie de couple. Maintenant, c'est comme si une phase supplémentaire s'était ajoutée : la fréquentation », explique-t-elle.

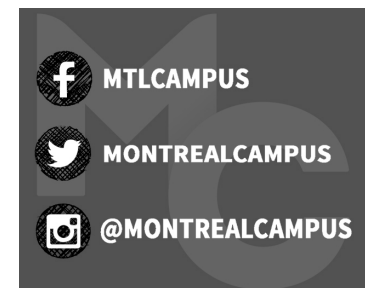
De fait, avant de s'engager dans une relation sérieuse sur le long terme, les partenaires passent souvent par une période de fréquentation. « C'est un peu

comme une période de validation, souligne Pascale Roy. Tu es dans un juste milieu où tu confirmes si cette personne-là te convient, si chacun rentre bien dans le quotidien de l'autre. »

Les fréquentations sont généralement non exclusives, c'est-à-dire que les partenaires ont tout de même la possibilité d'explorer avec d'autres personnes, et ce, sur le plan tant amoureux que sexuel. Cette transition vers le couple permet d'établir une cohésion au sein de la relation avant de l'officialiser.

Ainsi, contrairement à leurs parents et à leurs grands-parents, les jeunes d'aujourd'hui peuvent choisir parmi une multitude de modèles relationnels comportant des configurations variées. Si les notions d'exclusivité et de liberté évoluent chez les nouvelles générations, l'idée du couple s'avère toujours à la mode.

« Les jeunes souhaitent encore être dans des relations intimes, à long terme et plus stables, mais tout en explorant un paquet d'affaires. C'est propre à la jeunesse de toutes les époques », conclut la professeure Hélène Belleau. 🗣️



CAHIER /  
**SPECIAL**  
LA COMMUNAUTÉ ÉTUDIANTE VOIT ROUGE



**MC**

## CAHIER SPÉCIAL

# Des luttes étudiantes sans visage

## Les porte-paroles se font timide dans les nouvelles vagues de mobilisation

MAUDE CAREAU-BÉLANGER

**M**artine Desjardins, Gabriel Nadeau-Dubois et Léo Bureau-Blouin : les trois visages de la grève étudiante de 2012 contre la hausse des frais de scolarité ont marqué l'imaginaire québécois. Dix ans plus tard, le mouvement renaît de ses cendres, mais celui-ci n'a personne à sa tête.

« *Ça ne pouvait pas être Charest — le premier ministre québécois à l'époque — contre les étudiants. Ça prenait des visages* », juge l'ancienne présidente de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), Martine Desjardins.

À l'âge de 30 ans, Martine Desjardins est devenue le visage d'une des plus grandes luttes étudiantes de l'histoire du Québec, aux côtés de Gabriel Nadeau-Dubois, co-porte-parole de la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE), et de Léo Bureau-Blouin, président de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ).

Ensemble, les trois figures se sont présentées à la table des négociations pour contrer l'augmentation de 1625 \$ de frais de scolarité sur cinq ans prévue par le gouvernement libéral de Jean Charest en 2012.

Malgré l'ampleur de la tâche et l'intense médiatisation du mouvement, Martine Desjardins se remémore surtout le sentiment de redevabilité qui l'habitait.

La FEUQ rassemblait 125 000 membres provenant d'associations étudiantes de plusieurs universités québécoises. « *Je pense que je représentais la totalité de mes membres, mais est-ce que tous étaient d'accord avec les positions [de la FEUQ] ? Pas tout le temps* », répond-elle.

### Prise deux pour la gratuité

Le 22 mars dernier, six des sept associations facultaires étudiantes de l'Université du Québec à Montréal (UQAM) se sont mobilisées pour revendiquer la gratuité des frais de scolarité.

Cette date marquait les dix ans de la plus grande manifestation du Printemps érable, où une marée humaine de près de 300 000 personnes s'était emparée des rues du centre-ville de Montréal.

Si les meneurs et les meneuses



AUGUSTIN DE BAUDINIÈRE MONTRÉAL CAMPUS

**Contrairement au Printemps érable en 2012, la majorité des associations étudiantes ont fait le choix de ne pas identifier des personnes comme porte-paroles du mouvement pour la gratuité scolaire.**

de la foule étaient, à l'époque, facilement identifiable, la récente manifestation, qui comptait quelques milliers de personnes, n'avait pas de porte-parole clairement nommé(e). Plusieurs membres des conseils exécutifs des associations mobilisées se sont adressé(e)s aux médias.

Dans le procès-verbal d'une rencontre de mobilisation organisée par l'Association facultaire étudiante de science politique et droit (AFESPED) de l'UQAM en février dernier, une proposition mentionne que si des porte-paroles pour la gratuité scolaire étaient choisi(e)s, ces personnes ne devaient pas être permanentes « *afin d'empêcher une accapitation de la lutte* ».

Le responsable à la coordination générale de l'AFESPED, Émile Brassard, explique que les associations doivent représenter leurs propres membres. « *Nous n'avons aucune légitimité à parler au nom des autres associations [dans les autres situations]* », indique-t-il. Lorsque ces organisations ont un message commun à véhiculer,

il précise qu'elles se consultent et désignent une personne responsable pour le communiquer.

Désormais directrice générale de la Fédération professionnelle des journalistes du Québec (FPJQ), Martine Desjardins croit que la nomination de représentants et de représentantes est essentielle dans un mouvement militant. « *Les politiques changent grâce aux discussions avec le pouvoir* », croit-elle.

Selon Mme Desjardins, ces échanges nécessitent l'élection d'un ou d'une porte-parole. « *Je ne vois pas le défaut démocratique d'avoir un représentant qui te représente. Si ce n'est pas satisfaisant, on le met à la porte* », exprime-t-elle.

### Et s'il y avait plus que Greta

Depuis 2012, les nouvelles générations étudiantes au Québec ont trouvé d'autres combats à mener. Contrairement à Martine Desjardins, Gabriel Nadeau-Dubois ou Léo Bureau-Blouin, les nouveaux porte-paroles ne sont pas autant médiatisé(e)s.

En 2019, les grèves mondiales pour le climat, qui avaient mobilisé la communauté étudiante à l'international, étaient surtout représentées par la jeune activiste suédoise Greta Thunberg.

Au Québec, le coup d'envoi du mouvement avait été donné le 15 février 2019 avec une marche organisée par Pour le futur, un regroupement d'élèves du secondaire. Près de 300 personnes avaient participé à cet événement.

À la fin de cette marche, Albert Lalonde, alors étudiant à l'école secondaire Jean-François Perreault à Montréal, avait été encouragé à lire un texte de sa plume sur la justice climatique devant les participants et les participantes.

Une des instigatrices du mouvement lui aurait alors demandé si ce dernier voulait donner des entrevues aux médias. « *C'est de là que tout a découlé* », indique celui qui était pourtant nerveux lors de ces présentations orales à l'école. Contrairement aux porte-paroles de la grève de 2012, il n'envisageait pas symboliser la jeunesse militante.

En août 2020, Pour le futur a fusionné avec ses homologues collégiaux et universitaires, soit Le devoir environnemental collectif et La planète s'invite à l'Université. Ils sont devenus la Coalition des étudiants et des étudiantes pour un virage environnemental et social (CEVES), dans laquelle Albert Lalonde a été élu porte-parole.

La CEVES tente d'opérer selon un mode de direction horizontal, loin des dynamiques de pouvoir. Ainsi, son rôle est l'un des seuls à être voté. « *C'est complètement subjectif comme travail. Une entrevue peut plaire énormément à une personne et déplaire dans les mêmes proportions à une autre. Les membres de la CEVES ne sont pas un bloc monolithique* », commente Albert Lalonde, qui étudie maintenant au baccalauréat en droit à l'UQAM.

Depuis la pandémie de COVID-19, le rôle de porte-parole au sein de la CEVES a tranquillement disparu. Albert Lalonde explique que « *les interventions dans les médias sont actuellement réparties entre les membres* » 🗣️



CULTURE

## CAHIER SPÉCIAL

# Quand art et casseroles résonnent en symbiose

Les couleurs du Printemps érable teintent encore aujourd'hui l'imaginaire d'une génération d'artistes

CATHERINE BÉRUBÉ

Alors que les carrés rouges déambulaient dans les rues en soutien à la plus importante grève étudiante de l'histoire du pays, plusieurs initiatives artistiques prenaient forme. Entre les affiches, les courts métrages, les illustrations, les chansons et les œuvres littéraires, l'héritage artistique du Printemps érable se fait toujours sentir dix ans plus tard.

Clément de Gaulejac était étudiant au doctorat en études et pratiques des arts à l'Université du Québec à Montréal (UQAM) au printemps 2012. À l'époque, l'illustrateur cherchait à donner une forme politique à son travail. Le collectif l'École de la Montagne Rouge, formé principalement par des étudiants et des étudiantes en design graphique de l'UQAM et ayant produit une grande partie des visuels du mouvement, l'a beaucoup inspiré.

Clément a alors commencé à créer des illustrations humoristiques représentant les réponses et les mots d'ordre du gouvernement vis-à-vis de la crise. « *Traiter avec humour la brutalité verbale du gouvernement libéral de l'époque, c'était une manière de montrer qu'on pouvait répondre et ramener l'intelligence de notre côté* », analyse-t-il.

En plus d'avoir été diffusées sur Internet, ses illustrations ont été imprimées et distribuées dans des manifestations. « *On m'en parle encore aujourd'hui* », souligne-t-il.

## Faire tomber les masques

Selon Clément, le traitement médiatique de l'époque n'avantageait pas les étudiants et les étudiantes, qui étaient dépeints et dépeintes

comme étant « *violents* », « *brutaux* » ou encore « *pourris gâtés* ».

L'artiste s'était donc fixé l'objectif de « *faire tomber les masques* » pour montrer sa perception de la grève. « *Je voyais les aspirations [du mouvement] qui étaient généreuses et visaient un monde plus égalitaire* », témoigne-t-il.

Le cinéaste d'origine française Jérémie Battaglia est derrière le court métrage documentaire *Casseroles* et le reportage photographique *Souvenirs d'un prin-*

temp, tous deux portant sur la grève étudiante de 2012.

Pour lui, ces projets étaient une façon de montrer sa réalité, puisqu'il ressentait une certaine déconnexion avec la vision de la grève à l'étranger. « *Il y avait beaucoup de questionnements, notamment en France, raconte-t-il. Ils se demandaient ce qui se passait et la vision qu'ils avaient à travers les médias était très violente, ils voyaient un énorme problème d'ordre public.* »

Le résultat a été diffusé très largement et est devenu viral à l'international. « *C'était une façon de rendre hommage à ce mouvement-là* », témoigne l'artiste.

Ce dernier mentionne que ce projet lui a permis de se faire connaître, et qu'il a agi comme un déclencheur pour la suite de sa carrière. « *Ça faisait trois ans que je vivais à Montréal, et c'est la première fois où j'ai vraiment eu l'impression de faire partie de la société québécoise* », se remémore-t-il.

l'art, c'est-à-dire que l'engagement et l'utilisation de la satire visuelle sont devenus majeurs dans mon travail artistique », explique-t-il.

Guillaume Desrosiers Lépine, instigateur de l'École de la Montagne Rouge et étudiant en design graphique à l'UQAM au printemps 2012, est du même avis. « *Je trouve que ça a été un moment important pour la politisation de ma génération* », affirme celui qui est aujourd'hui professeur adjoint au Département des arts visuels

aussi une façon d'être plus visible et plus audible. »

Questionné sur la démarche artistique de l'École de la Montagne Rouge, Guillaume Desrosiers Lépine mentionne qu'un désir de cristalliser les idées et les conceptions de la crise était présent.

« *On a essayé de générer des symboles qui pouvaient parler à l'imaginaire collectif, de tisser des liens par les images et de tisser un réseau de sens à l'intérieur des événements qui avaient lieu* », raconte-t-il.

## Un devoir de mémoire

Le scénariste Sylvain Lemay et l'illustrateur André St-Georges ont publié la bande dessinée *Rouge avril* en février, près de dix ans après les événements de 2012.

Ils y racontent une intrigue policière ayant comme toile de fond le contexte du Printemps érable. Pour eux, l'ouvrage s'inscrit dans un devoir de mémoire. « *L'art est là pour porter un regard sur le monde et dans des moments de conflit comme celui-là, c'est important de laisser des traces et une mémoire dans la création* », explique M. Lemay.

Ève Lamoureux abonde en ce sens. « *Ça laisse des traces, mais c'est plus que ça. Ça laisse tout un imaginaire pour les acteurs et les actrices qui étaient là, voire ceux et celles qui n'y étaient pas, mais qui l'ont vu après coup : ça devient des moments emblématiques, et l'art contribue beaucoup à cela* », explique la professeure.

« *C'est un mouvement qui n'a pas fini d'inspirer, et l'année 2012 va rester dans l'imaginaire collectif québécois pour longtemps* », conclut André St-Georges. 🗣️



PHOTO : CLÉMENT DE GAULEJAC

En 2012, certains étudiants et certaines étudiantes se sont inspiré(e)s du Printemps érable pour créer des œuvres artistiques.

## Politiser l'art

Pour Clément de Gaulejac, la grève étudiante a eu un impact important pour les artistes qui l'ont vécue. « *Je dirais qu'il y a eu toute une génération qui a accédé à une forme de subjectivité politique et artistique à ce moment-là, et qui est certainement beaucoup plus politisée que la génération précédente* », avance l'illustrateur.

Ce dernier ressent aussi un grand impact du Printemps érable sur sa carrière et sa démarche artistique. « *Ça a modifié ma façon de faire de*

de l'Université de Moncton, et qui s'implique encore à ce jour dans les associations universitaires.

## Générateur de solidarité

Selon la professeure au Département de l'histoire de l'art de l'UQAM Ève Lamoureux, l'art occupe un rôle multiple en cas de conflit comme celui de la grève étudiante de 2012. « *Un de ses rôles est de sortir de l'austérité des manifestations politiques habituelles pour amener de la poésie, une symbolique et du magique* », remarque-t-elle. « *C'est*



SOCIÉTÉ

## CAHIER SPÉCIAL

# Les réseaux sociaux dans la mire du militantisme

## En 2012, Facebook a agi comme catalyseur de la mobilisation du Printemps érable

ELÉONORE TURCOTTE

Orchestrée en partie par le biais des réseaux sociaux, la grève étudiante de 2012 a frayé le chemin pour les mouvements sociaux qui ont suivi au Québec. Les militants et les militantes d'aujourd'hui souhaitent un équilibre entre la mobilisation sur le terrain et celle sur Internet.

« Le mouvement des carrés rouges a été la première grosse mobilisation qui a utilisé les réseaux sociaux pour se faire connaître », souligne Martine Desjardins, ex-présidente de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ).

L'usage des réseaux sociaux, lors du Printemps érable, a connu une évolution. La création de pages Facebook a permis aux étudiants et aux étudiantes de rester informé(e)s sur la mobilisation. Au départ, Martine Desjardins indique que l'objectif était de s'assurer que les gens connaissent leur association étudiante affiliée.

À l'époque, le gouvernement utilisait les médias traditionnels pour répondre aux manifestants et aux manifestantes. Les médias sociaux offraient la possibilité aux jeunes de réagir en publiant des informations en opposition aux discours gouvernementaux.

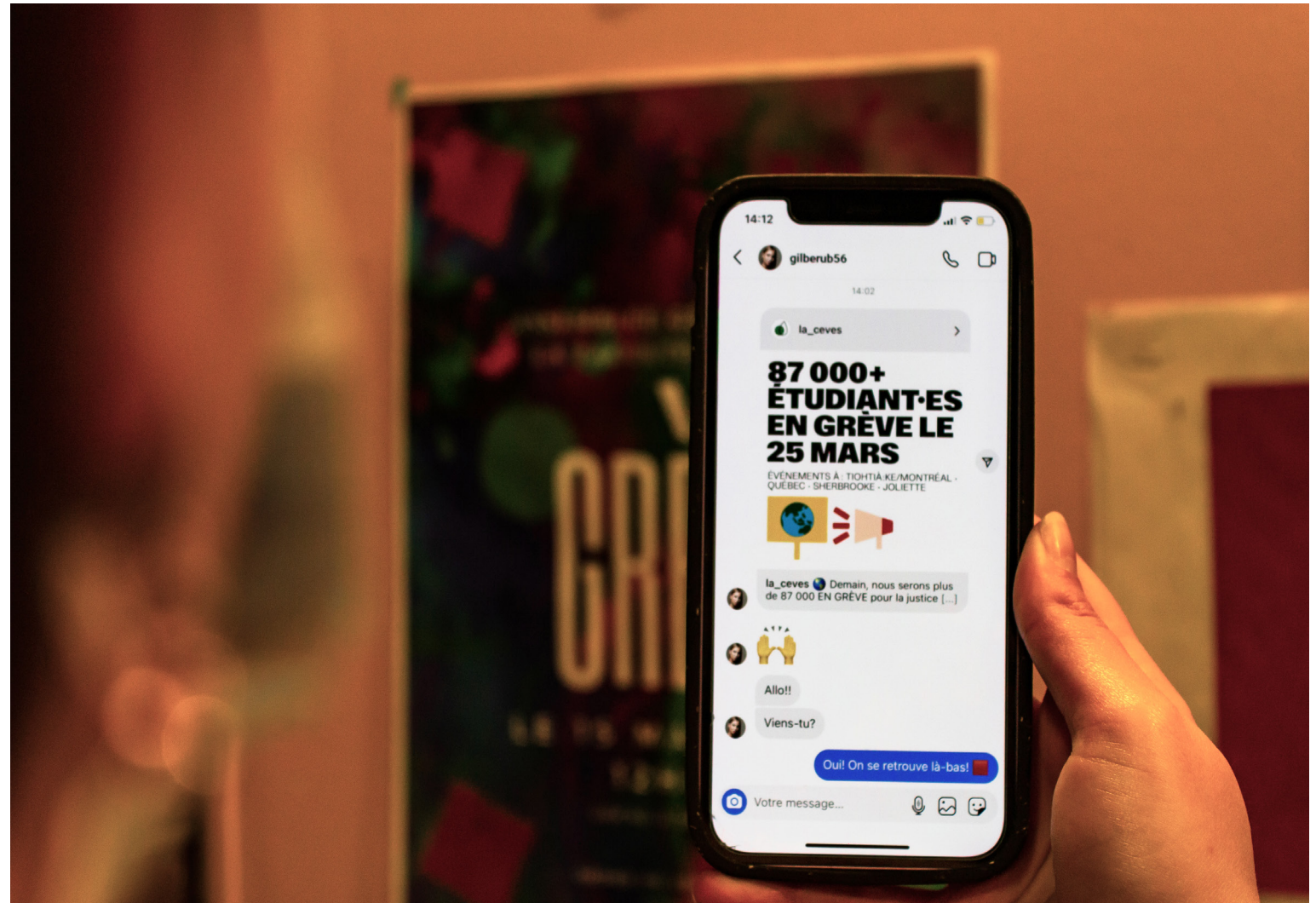
Selon Martine Desjardins, « c'était une manière de se battre à armes égales ». Toutefois, la militante du Printemps érable n'a pas fait abstraction des médias traditionnels, confiant avoir parfois accordé six à sept entrevues par jour au pic de la mobilisation.

Malgré l'engouement alimenté par les réseaux sociaux, l'appel à la mobilisation ne pouvait se faire que sur ces plateformes. D'après l'ancienne présidente de la FEUQ, les médias sociaux ont permis de donner un élan à la mobilisation, mais la majorité des actions ont été faites dans la rue.

« Je pense que pour qu'une mobilisation fonctionne, tu n'as pas le choix d'agir sur le terrain, de regarder les gens dans les yeux et de dire : "Tu vas venir à l'assemblée générale!" », insiste Martine Desjardins.

### S'inspirer d'un mouvement

Le 27 septembre 2019, plus de 500 000 personnes se sont rassemblées aux pieds de la statue



AUGUSTIN DE BAUDINIÈRE MONTRÉAL CAMPUS

**Si les réseaux sociaux peuvent constituer un important levier de mobilisation, plusieurs militants et militantes soulignent toutefois leurs limites : le travail sur le terrain demeure essentiel à la vitalité des mouvements sociaux.**

de George-Étienne Cartier, dans le parc du Mont-Royal, pour entamer une marche en faveur de la justice climatique.

Pour les militants et les militantes de cette mobilisation, 2012 demeure l'exemple à suivre. Léonard Leclair, militant au sein de la Coalition étudiante pour un virage environnemental et social (CEVES), soutient que « 2012 a toujours été le comparatif. On souhaitait réaliser quelque chose de même ampleur, car on a vu que le mouvement étudiant pouvait avoir un impact fort. »

Selon lui, de tels résultats n'auraient pas pu être possibles sans les réseaux sociaux. Les informations concernant les grèves et les assemblées générales circulaient de façon quotidienne sur les plateformes numériques. « C'est beaucoup en ce qui concerne l'organisation et l'action de se mettre en commun que les réseaux sociaux ont pris une place importante », ajoute Léonard Leclair.

« Le fait qu'on ait réussi à rejoindre les étudiants et les

étudiantes dans plusieurs régions, c'est grâce aux réseaux sociaux. C'était essentiel qu'on opère à partir de là », insiste le militant du CEVES.

### Décentraliser la cause

Pour Josianne Millette, professeure agrégée au Département d'information et de communication de l'Université Laval, le Printemps érable représente « un moment d'expérimentation à grande échelle au Québec qui a permis de savoir ce qu'est une mobilisation d'ampleur avec les médias sociaux numériques et tout ce que ça implique avec l'accélération de la transmission des nouvelles ».

Il est nouveau pour une mobilisation d'être de si grande envergure et décentralisée, d'après Josianne Millette.

Avec le raffinement des algorithmes sur les plateformes comme Facebook, le fil d'actualité que chacun et chacune voit est différent. Le travail d'utilisation des réseaux sociaux est plus complexe

actuellement : les pages ou les événements sont plus difficiles à faire connaître que lors de la mobilisation étudiante de 2012, selon Martine Desjardins. « Je pense cependant que c'est encore un outil nécessaire, sauf que c'est beaucoup plus compliqué aujourd'hui, ça a apporté une fausse impression que c'était facile », souligne-t-elle.

Lors du mouvement pour la justice climatique de 2019, Léonard Leclair avait remarqué cette difficulté. « Il y a un effet pervers quand tout passe par les réseaux sociaux, parce que forcément si on veut être populaire, il faut opérer selon les codes, et parfois ça va corrompre un peu le message qu'on désire faire passer », explique-t-il.

### Un outil complémentaire

« Il est important de voir la limite qu'ont les réseaux sociaux », admet Léonard Leclair.

Selon ce dernier, un travail sur le terrain est nécessaire pour que les mouvements sociaux puissent

exister. Il crée des liens forts.

Léonard Leclair ajoute « qu'on ne peut pas espérer former des militants et des militantes uniquement sur Internet ».

Selon Martine Desjardins, la mobilisation classique reste prioritaire. « Je pense qu'il ne faut pas devenir paresseux dans nos engagements, je ne crois pas que Facebook et Twitter vont remplacer une mobilisation classique ».

Josiane Millette affirme quant à elle que ce ne sont pas les médias sociaux qui se mobilisent, mais les citoyens et les citoyennes. « On a tendance à penser que si on enlève les technologies, les gens ne se mobiliseront plus, pourtant on se mobilisait avant. »

Les spécialistes s'entendent pour dire que l'activisme est une manière de vivre, et non un statut Facebook.

Léonard Leclair réitère qu'« il faut se rencontrer en vrai, il faut créer des communautés. Pour que ça perdure, il faut ancrer le militantisme dans nos modes de vie, dans notre quotidien ». 🗣️



SOCIÉTÉ

## INCLUSION

# Vers des milieux de soins arc-en-ciel

ARIANE DUPUIS

Pour beaucoup de personnes âgées, les résidences privées pour aînés (RPA) et les centres d'hébergement de soins de longue durée (CHSLD) sont synonymes de risque de maltraitance. C'est particulièrement vrai pour les personnes issues de la communauté LGBTQ+, chez qui le vieillissement fait aussi mûrir la crainte de devoir quitter la maison pour un milieu peu inclusif.

« Là, je m'en sors pas pire, mais ça m'inquiète », admet Chloé Viau, 72 ans, transgenre et lesbienne. Celle-ci habite encore dans son propre logement, mais après avoir eu des problèmes de santé au cours des dernières années, elle a entamé une réflexion sur son éventuel déménagement dans un milieu de soins.

Ayant subi une opération chirurgicale d'affirmation de genre, Mme Viau nécessite maintenant un entretien quotidien. Elle sait que le personnel soignant devra être ouvert d'esprit. Elle craint « la discrimination en douce ».

« Ma mère vit dans une RPA, confie d'ailleurs Mme Viau. Je sens qu'il n'y a pas d'ouverture quand on me voit arriver là. Je ne suis pas à l'aise. »

La crainte de Mme Viau est généralisée chez les personnes âgées issues de la communauté. Selon l'organisme Égale Canada, 52 % des aîné(e)s LGBTQ+ canadiens et canadiennes craignent de devoir retourner dans le placard après avoir intégré un milieu de soins résidentiel pour éviter d'être confronté(e) à des comportements discriminatoires.

## Un cycle d'invisibilisation

Les milieux de soins préconisent des approches renforçant l'hétéro-normativité, défini comme étant un « préjugé culturel et sociétal, souvent inconscient, qui ignore ou a pour effet de sous-représenter la diversité sexuelle en supposant que toutes les personnes sont hétérosexuelles ».

Souvent, le personnel des milieux de soins s'attend à ce que les résidents et les résidentes LGBTQ+ restent discrets et discrètes quant à leur identité, explique Line Chamberland, sociologue et

professeure associée au Département de sexologie à l'Université du Québec à Montréal (UQAM).

En raison de cette présomption d'hétérosexualité, la sociologue estime que les milieux qui promettent de traiter tout le monde de la même façon ne rendent pas nécessairement service aux personnes LGBTQ+. « Ça ne suffit pas pour rassurer les personnes gaies et lesbiennes. On ne s'intéresse pas assez aux expériences qui les rendent spécifiques », affirme-t-elle.

Un cercle vicieux peut en découler : ces aîné(e)s sont invisibilisé(e)s, aucune mesure n'est donc prise pour les inclure, ce qui les rend encore plus invisibles, souligne Julien Rougerie, intervenant de la Fondation Émergence, un organisme à but non-lucratif qui lutte contre l'homophobie et la transphobie. Il signale même « [qu'il] n'y a pas si longtemps, c'était difficile à croire pour certains qu'il existait des personnes âgées LGBTQ+ ».

## Détenir les bons outils

En 2009, la Fondation Émergence a mis sur pied la formation Pour que vieillir soit gai. D'une durée de deux heures, elle est offerte gratuitement au personnel de divers milieux qui souhaitent s'outiller pour devenir plus inclusifs. L'objectif est de « briser le tabou » lié à la diversité sexuelle.

La formation s'accompagne par du matériel éducatif comme des guides. Une exposition pédagogique

est aussi disponible pour être affichée temporairement.

M. Rougerie rapporte que 1500 personnes ont été formées jusqu'à présent, et que les demandes augmentent constamment.

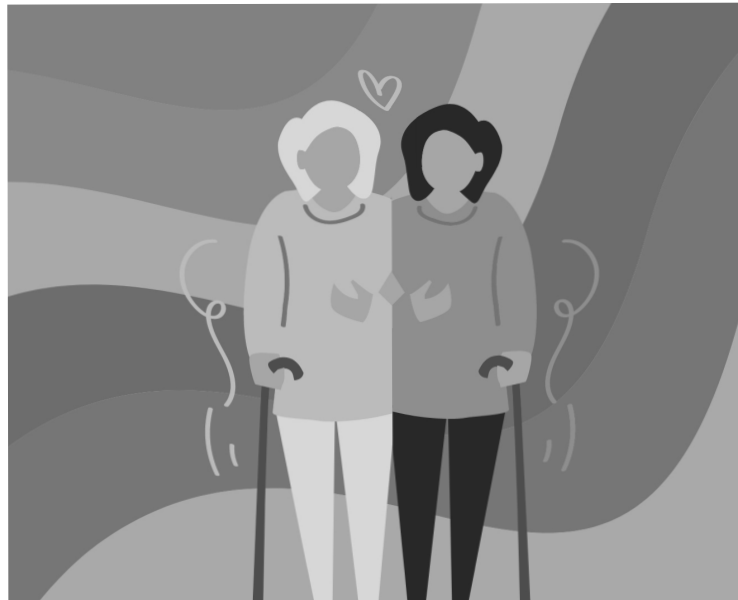
Les Habitations Nouvelles Avenues (HNA) font partie des rares organismes à inviter leurs locataires à participer à la formation. « L'impact est là, c'est là qu'on peut ouvrir la discussion », affirme l'intervenant communautaire Samuel Raymond, qui travaille pour HNA.

## Un processus constant

« Un drapeau ne suffit pas pour être inclusif », fait toutefois valoir Mme Chamberland. Si la professeure estime que la sensibilisation reste la première étape vers une plus grande inclusivité, pour elle, la principale lacune des formations de ce genre, c'est qu'elles ne prennent pas en compte le roulement constant des membres du personnel.

La Fondation Émergence souhaite rendre sa formation obligatoire à travers le Québec.

De son côté, Chloé Viau s'implique au sein de plusieurs organismes LGBTQ+ en livrant des témoignages depuis son coming out, en 2016. « Je suis certaine que si jamais j'ai à entrer dans une RPA parce que le besoin se fera sentir, je vais continuer à faire ce que je fais, à l'intérieur du centre même, et dans la communauté en général », semble-t-elle promettre, le sourire aux lèvres. ☺



MALIKA ALAOUÏ MONTRÉAL CAMPUS

Nombre d'aîné(e)s LGBTQ+ craignent de devoir retourner dans le placard après avoir intégré un milieu de soin.

# Méfais divers

CHRONIQUE

## Se réapproprier sa sexualité par le langage

SANDRINE CÔTÉ

Le langage reproduit le monde. L'invitent dans cette reproduction patriarcat, domination et dynamiques sociales genrées. Concernant la sexualité, des réinventions féministes s'imposent dans l'espace politique qu'est la langue. Dans ce travail de redéfinition langagière, un cheval de bataille se présente : le mot « pénétration ».

Le langage, « c'est le reflet du patriarcat. [...] C'est en utilisant les bons mots et en changeant nos pratiques langagières qu'on va avoir du pouvoir dans notre sexualité », note d'emblée la sexologue Mélanie Guénette-Robert.

Celle qui a coécrit le *Petit manifeste de la masturbation féminine* avec la comédienne féministe Roxane Gaudette Loiseau souligne que le vocabulaire utilisé aujourd'hui entourant la sexualité est le fruit d'une détermination et d'une domination masculines.

Quand les premières recherches scientifiques et anatomiques sur la sexualité féminine ont été menées — uniquement par des hommes —, « ils ont vraiment géré le corps de la femme comme un territoire à explorer et à s'approprier. Ils ont baptisé de leur propre nom [les parties du corps féminines], ce qu'on trouve non seulement inapproprié, mais très colonisateur », dénonce Roxane Gaudette Loiseau.

La militante féministe propose de transformer ces mots en termes purement biologiques : trompes de Fallope — découvertes par Gariel Fallope — deviennent trompes utérines, ou encore point G — nom tiré du gynécologue Ernst Gräfenberg — se transforme en complexe clitorido-urétrio-vaginal.

Au-delà de l'anatomie, le langage envahit aussi nos intimités, en perpétuant des schémas sexuels.

Le mot « pénétration » est un exemple probant de la façon dont le vocabulaire maintient en place des rôles genrés patriarcaux. La pénétration, supposant un acte perpétré par une personne active et reçu par une personne passive, a défini nos imaginaires sexuels.

Un mot est alors proposé en guise de remplacement : la « circlusion » et son verbe « circlure ». Se voulant le pendant égalitaire de

« pénétration », « circlusion » est formé par la fusion du préfixe cir- signifiant « autour » et du suffixe -clusion, un dérivé de « clore ». Circlure correspond alors à l'acte d'enrober, d'enfiler, d'entourer quelque chose par-dessus.

Néologisme utilisé pour la première fois en 2016 par la philosophe et féministe allemande Bini Adamczak, le mot demeure peu connu, bien qu'il circule dans les cercles militants féministes.

Dire que l'on circlut, plutôt que l'on est pénétrée, n'est pas banal : c'est subvertir les assises du stéréotype de la femme passive sexuellement. « C'est vraiment une façon de se mettre au cœur de l'action, d'être le personnage principal de nos ébats amoureux et sexuels. C'est fondamental pour faire la transition de femme objet, femme dominée, à femme épanouie, en contrôle de sa sexualité, qui ne subit pas l'acte sexuel, mais qui participe, qui l'initie », illustre Roxane, qui souhaite que le mot « circlusion » soit davantage publicisé et adopté par la population.

Dans une ère où les violences sexuelles sont de plus en plus ouvertement dénoncées, le mot circlusion peut aider les survivantes à se réapproprier leur sexualité. « Circlure, ça évoque un choix, une décision, le fait de prendre en main, donc ça implique forcément un consentement et un plaisir de l'acte », constate Roxane.

En plus de défier le script sexuel passif/actif, la circlusion s'avère un terme plus inclusif, « moins hétérocentré, moins phallique ». Si « pénétration » renvoie spontanément à un pénis et à un vagin, avec la circlusion, « on change complètement le scénario, parce que tu peux circlure plusieurs types d'objets, et ce, avec plusieurs parties du corps, dont la bouche, l'anus, et le vagin », ajoute-t-elle.

L'adoption du terme « circlusion » ne se fera pas sans heurts, croient toutefois les deux autrices. « C'est confrontant de voir une femme qui prend du pouvoir dans sa sexualité », résume Mélanie.

Et si vous disiez que vous avez circlu votre partenaire ou un objet après votre prochaine relation sexuelle? Car avoir des pratiques langagières subversives, c'est aussi paver la voie vers une sexualité plus libre, moins codifiée. ❖



SOCIÉTÉ

## NEURODIVERSITÉ

# La douance n'est pas seulement un avantage

## Un haut potentiel intellectuel peut aussi rimer avec difficultés personnelles

NOÉMIE ROCHEFORT

Elle est appelée douance intellectuelle, mais aussi surdouance, haut potentiel intellectuel ou encore précocité intellectuelle. La littérature scientifique — et le commun des mortels — la classifient comme un atout plutôt qu'un trouble. Il est cependant possible que la douance représente une charge difficile à subir pour les personnes concernées.

Difficile de brosser le portrait type de la personne douée. Comme la valeur d'un quotient intellectuel (QI), l'expression de la douance au quotidien varie grandement d'une personne à l'autre. L'étudiant en gestion d'événements au collégial Eilian Cherel, identifié comme doué intellectuel, en est bien conscient. « *Chaque personne douée est unique. Mais mon cerveau, en tout cas, ne s'arrête jamais. Il est en arborescence* », lâche-t-il.

La professeure au Département de psychologie de l'Université du Québec à Montréal (UQAM) et coautrice d'un livre sur la douance, Dre Marie-Claude Guay, pointe du doigt une nuance d'entrée de jeu. « *La douance intellectuelle n'est pas diagnostiquée comme on le fait avec un trouble, elle est identifiée. C'est vraiment un atout dans une vie* », indique-t-elle.

Bien connu, le test de QI accompagne l'identification faite par un ou une psychologue ou neuropsychologue. Le consensus scientifique situe le début de la douance intellectuelle à 130 de QI, soit à deux écarts-types au-dessus de la moyenne.

À ce test quantitatif s'ajoute une évaluation qualitative, essentielle aux yeux de Mme Guay. Des éléments comme la personnalité, la motivation et les capacités adaptatives sont alors pris en compte.

Autrement dit, un ou une jeune qui excelle à l'école n'est pas nécessairement doué(e). Seulement 2 % de la population présenterait une douance.

### Pas toujours rose

C'est un profond sentiment de « *décalage* » avec son entourage qui a d'abord alerté Eilian Cherel ainsi qu'une de ses enseignantes. Différent, le jeune garçon s'intégrait difficilement parmi les élèves de son école primaire,

qui le lui faisaient sentir.

S'est ensuivi un cercle vicieux. Moins Eilian se sentait à l'aise entre les murs de l'école, moins il la fréquentait. « *J'ai facilement loupé trois mois* », se souvient-il. L'identification de sa caractéristique lui a par la suite « *permis d'exprimer [son] mal-être* » et les sentiments qui l'habitaient, mais qu'il ne comprenait pas.

Mieux vaut mettre de côté le mythe de la personne performante et étincelante de bonheur. La douance intellectuelle peut être accompagnée d'hypersensibilité, de crises existentielles, d'anxiété, de difficultés à accepter l'échec ou d'entretenir des contacts sociaux. Certains individus doués présentent plus d'une de ces caractéristiques.

Ce sont entre autres des difficultés sociales et une détresse psychologique qui ont mené Clémence Cormier-Morasse, coordonnatrice des campagnes de financement à l'Orchestre symphonique de Montréal, sur la voie de la consultation il y a cinq ans. Si bien qu'elle croyait à un trouble du spectre de l'autisme.

« *J'ai toujours été très introspective et sensible, révèle la jeune femme. Je me suis rendue à des endroits très dommageables parce que je ne contrôlais pas ma sensibilité.* » Bien qu'elle jongle encore avec les écueils que sa douance intellectuelle entraîne, Clémence soutient que son évaluation lui a permis de « *comprendre plein de choses sur [sa] vie* ». Des bonnes comme des mauvaises.

### Des facteurs entremêlés

Le haut potentiel intellectuel de l'étudiante en esthétique Isabelle Roy-Dionne s'exprime de façon similaire à celui de Clémence. Tout comme la créativité et la curiosité, l'excellence académique a toujours fait partie de son quotidien. « *on ne se le cachera pas* », concède Isabelle. Mais l'étudiante tient surtout à partager la lourdeur qui accompagne souvent ses pensées. « *J'essaie de tout comprendre, tout le temps, et je m'en fais énormément pour les autres* », souligne-t-elle.

L'empathie peut en effet venir de pair avec la douance intellectuelle.

Isabelle est toutefois d'avis que son empathie est parfois trop aiguisée. « *C'est une faiblesse. J'aimerais juste être comme les autres et ne pas trop m'en faire* », exprime-t-elle.

Marie-Claude Guay détaille deux scénarios qui ont la capacité d'obstruer la route des gens doués. D'une part, plus le QI est élevé, plus les difficultés d'adaptation risquent d'être accrues, comme dans le cas d'Eilian. Les QI des personnes citées ici sont respectivement de 136, 144 et 156, tous les trois bien au-delà de la moyenne.

D'autre part, une personne dont la douance intellectuelle cohabite avec un trouble psychologique se trouve elle aussi dans une situation plus vulnérable. Le trouble, un déficit de l'attention avec hyperactivité par exemple, peut camoufler la douance et vice versa. L'identification est ainsi plus complexe et les ressources, moins accessibles. « *Mais la majorité s'adapte facilement* », insiste Mme Guay.

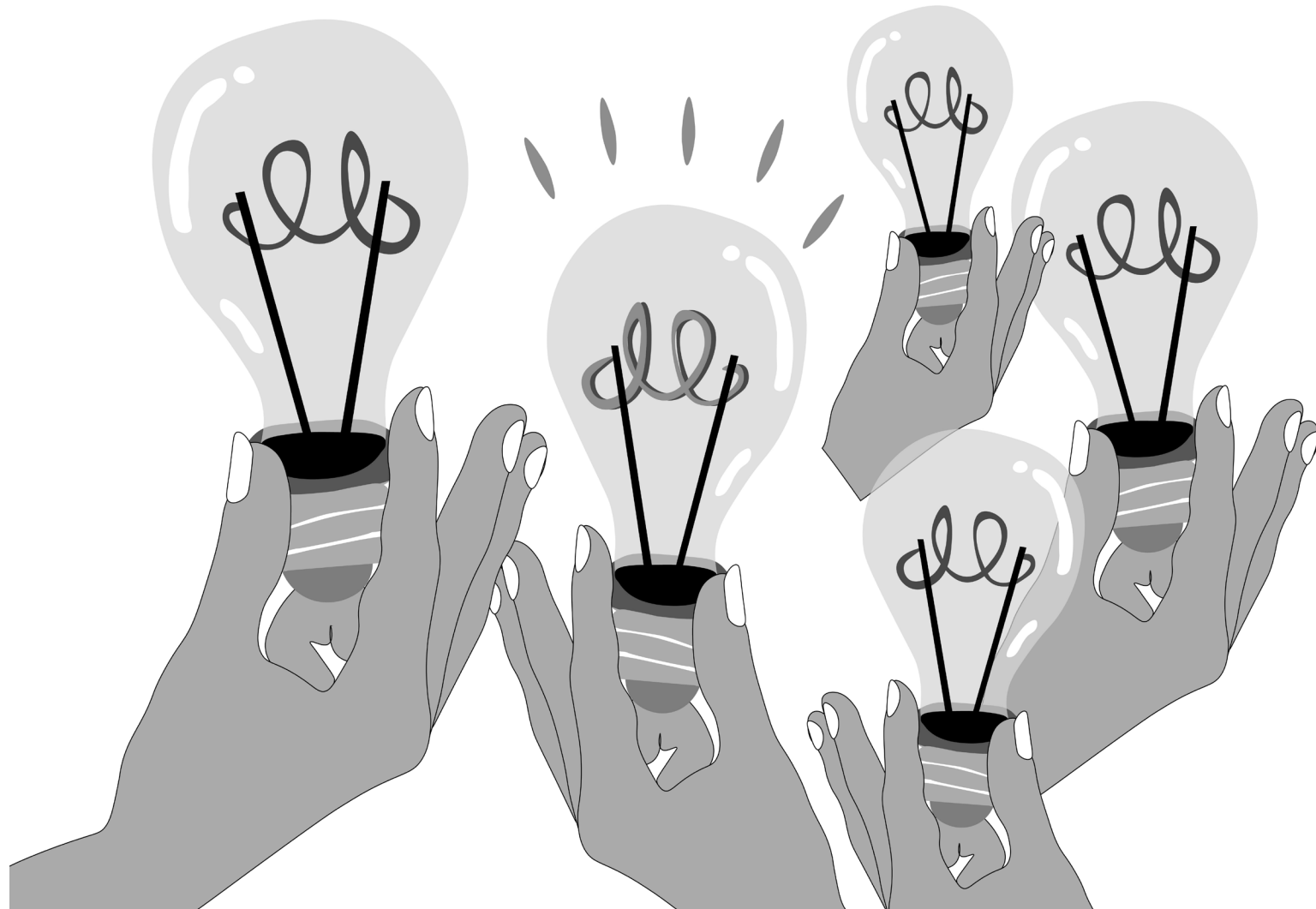
### Accepter sa différence

Ce qui importe plus que tout

aux yeux d'Eilian Cherel, c'est la reconnaissance de sa caractéristique. Trouver le terme pour qualifier son cerveau atypique a changé sa vie. « *Je m'ouvre plus aux autres, je me fais plus confiance et je me connais mieux*, confie-t-il. *Certaines personnes au haut potentiel intellectuel se sentent tellement seules qu'elles se suicident. Elles ne veulent pas nécessairement se tuer. Elles veulent tuer ce qui ne va pas en elles. Il faut en prendre conscience.* »

Pour Eilian Cherel, le seul fait de témoigner dans le cadre de cet article est significatif, parce qu'un dialogue s'enclenche.

La douance intellectuelle se taille une place de plus en plus importante dans l'espace public, se réjouit à son tour Mme Guay. Une discussion qui véhicule à tort certains mythes, mais qui ouvre également les yeux de plusieurs sur un trait plus délicat qu'un simple talent. « *Il y a 20 ans, personne ne parlait de douance*, note Marie-Claude Guay. *Ce n'est plus le cas maintenant et c'est tant mieux. Mais certains ont besoin d'adaptation et de soutien.* »



MAGALI BROUSSEAU MONTRÉAL CAMPUS

De plus en plus de discussions sur la douance se déploient dans la sphère publique, ce qui permet aux doué(e)s de mieux se comprendre.



CULTURE

## PSYCHOLOGIE

# L'art-thérapie : une pratique à vocation inclusive

Cette approche permet aux membres de la communauté LGBTQ+ d'explorer leur identité

FLORIANNE LAUZON

**A**fin de déconstruire des préjugés internalisés et d'explorer leur identité sexuelle et de genre, certains membres de la communauté LGBTQ+ ont recours à l'art-thérapie. Les thérapeutes font toutefois face à de nombreux défis afin d'être pleinement inclusifs et inclusives.

Justine\*, artiste lesbienne de 21 ans, trouvait contraignant de partager son expérience avec un ou une thérapeute. « *C'était difficile, pour moi, de juste m'asseoir et de parler de mes problèmes* », se souvient-elle.

Lorsque la personne avec qui elle effectuait sa thérapie lui a proposé de dessiner en discutant, il est devenu beaucoup plus facile de s'ouvrir et de comprendre les expériences qu'elle avait vécues.

Le cas de Justine n'est pas isolé. Il existe chez la population *queer*, trans et hors de la binarité des genres, une détresse psychologique beaucoup plus importante que chez les personnes cisgenres et hétérosexuelles.

En 2015, l'étude ontarienne *LGBT and mental health* révélait que 77 % de leurs répondants et de leurs répondantes trans avaient envisagé de s'ôter la vie. Il devient alors nécessaire, pour assurer la santé de cette population, d'adapter les soins thérapeutiques pour les rendre plus inclusifs et qu'ils correspondent à leurs besoins.

« Une œuvre faite dans le cadre d'une thérapie peut être revisitée. »

Marie-Pier Malo, cofondatrice du centre d'art-thérapie à la clinique Canevas

## Une thérapie en deux temps

L'art-thérapie, qui peut prendre diverses formes, permet d'explorer ses émotions de façon créative et sécuritaire. Elle s'effectue autant dans le processus créatif que dans l'analyse du produit réalisé.



AUGUSTIN DE BAUDINIÈRE MONTRÉAL CAMPUS

À travers des autoportraits, ceux et celles qui pratiquent l'art-thérapie *queer* sont amené(e)s à réfléchir à leur conception de leur image.

Dans l'optique où l'objet artistique incarne le problème de celui ou de celle qui le réalise, il devient plus facile pour ces personnes de s'en détacher, et d'adopter le rôle d'observateur ou d'observatrice.

« *Une œuvre faite dans le cadre d'une thérapie peut être revisitée. Sa signification métaphorique peut changer au fil du temps* », explique Marie-Pier Malo, cofondatrice du centre d'art-thérapie de la clinique Canevas, à Montréal.

## La théorie queer

Dans son mémoire de maîtrise intitulé *L'art-thérapie narrative et queer : une approche anti-oppressive pour les personnes variant en genre*, Éliane Abdellahi souligne l'importance d'incorporer la théorie *queer* à la pratique de sa profession d'art-thérapeute.

Cette théorie a pour but de bâtir une société inclusive qui rejette tous les concepts binaires et toutes les formes de racisme, de sexisme et d'homophobie. Elle remet également en question toutes les instances autoritaires qui maintiennent ces systèmes oppressifs.

Pour être véritablement inclusifs et inclusives à l'égard de la communauté LGBTQ+, les thérapeutes doivent donc prendre entièrement

conscience des « *identités privilégiées* », et déconstruire les idées colonialistes et normatives qu'ils et elles auraient intériorisées.

Selon la chercheuse et psychologue Lyndsey Moon, les formations professionnelles en art-thérapie tendent à renforcer les idées hétérocentristes, puisqu'elles ont recours à des écrits qui ne sont pas adaptés à la diversité sexuelle et de genre.

Marie-Pier Malo confirme qu'un apprentissage individuel est nécessaire afin d'éviter de reproduire des micro-agressions auprès de leurs clients et clientes *queer* et variant en genre.

Pour Justine, communiquer avec un ou une thérapeute *queer* est beaucoup plus naturel. Puisque la personne l'ayant introduite à l'art-thérapie fait partie de la communauté LGBTQ+, Justine se sentait plus comprise lors de ses rendez-vous avec iel. Selon elle, même si elles sont adéquatement formées, les personnes hétérosexuelles n'ont pas les acquis pour comprendre les enjeux auxquels peut faire face sa communauté.

Elle et sa/son thérapeute pouvaient donc partager leurs expériences communes à travers l'art et la discussion. Les thérapies prenaient place au domicile de

l'art-thérapeute. Justine confie avoir trouvé l'environnement sécurisant, car elle avait l'impression de se rendre chez un ou une ami(e).

## Des exercices adaptés

Il existe également des exercices ciblés pour les personnes *queer* ou variant en genre. Dans l'article *Coming Out Through Art: A Review of Art Therapy With LGBT Clients* tiré de la revue *Art Therapy*, les thérapeutes Laura Pelton-Sweet et Alissa Sherry expliquent qu'en réalisant un portrait intérieur et extérieur, les patients et les patientes sont amené(e)s à analyser la manière dont ils et elles se conçoivent physiquement et psychologiquement.

Les art-thérapeutes ont parfois recours au symbole du pont lorsqu'ils et elles travaillent avec des clients et des clientes trans. Ils et elles vont être appelé(e)s à dessiner ou à peindre un pont, en ajoutant leur propre personne et leur entourage dessus.

Le pont symbolise la transition de genre, et permet aux personnes trans d'exprimer où ils et elles se situent dans leur processus.

Marie-Pier Malo souligne cependant qu'il est préférable de laisser le patient ou la patiente trouver les symboles qui lui conviennent et qui

s'appliquent à sa situation. « *Chaque individu est différent, il n'y a pas de formule magique* », explique-t-elle.

Justine, pour sa part, faisait des dessins libres pendant sa thérapie, et les analysait par la suite. Elle travaillait souvent la signification de l'espace que prenait le vide dans ses œuvres. Sa/son thérapeute utilisait divers symboles afin d'analyser ce que sa patiente réalisait. L'art-thérapie permettait à Justine de s'exprimer dans un environnement confortable, tout en travaillant sa créativité. Elle avoue s'ennuyer de ces ateliers, qui ont cessé lorsque son art-thérapeute a arrêté de pratiquer son métier.

Les personnes *queer* offrant des ateliers d'art-thérapie ciblés pour la communauté LGBTQ+ à Montréal sont plutôt rares. Il existe cependant des groupes comme les QueerCATs (Creative Art Therapists) de l'Université Concordia, qui organisent des événements permettant aux personnes *queer* de partager leur expérience dans un environnement sécuritaire. Ces groupes offrent à la communauté de la visibilité et du soutien, tout en exhibant la capacité qu'a l'art d'aider quiconque à explorer son identité et à repousser les limites de sa créativité. 🗨️

\*Prénom fictif pour conserver l'anonymat



CULTURE

# En coulisses

CHRONIQUE

## Quand tokénisme et marketing s'amalgament

ROXANNE LACHAPELLE

Avec son film *En avant*, Pixar avait fait l'annonce que la compagnie mettrait de l'avant un personnage ouvertement gai pour la première fois. « *Enfin* », m'étais-je dit naïvement. Bien que Pixar soit réputé pour ne pas avoir le meilleur parcours en termes de représentation des communautés marginalisées, *En avant* semble être le début prometteur d'un changement attendu depuis plusieurs années déjà.

Bien que le personnage en question, l'officière Specter, soit ouvertement lesbienne, elle n'apparaît que dans une seule scène et n'a que quelques répliques, qui n'ont pratiquement aucun impact sur le cours de l'histoire du personnage principal. Les autres personnages de *En avant* ne font jamais mention de l'officière Specter en dehors de cette unique scène. Une déception prévisible qui place encore la communauté queer en simple objet d'attaction.

Pixar n'est pas peu familier à l'idée de mettre des personnages homosexuels à l'arrière-plan. Des couples de même sexe peuvent être aperçus (en fixant l'écran de la manière la plus attentive qui soit) en tant que personnages secondaires dans *Trouver Doris* (2016) et *Histoire de jouets 4* (2019), ne disant que quelques mots tout au plus. S'attendre à un personnage homosexuel(le) ayant un réel impact sur le récit de *En avant* était très, très naïf de ma part.

Cette décision d'inclure avec hésitation des membres de la communauté LGBTQ+ dans des films d'animation n'est certainement pas étonnante.

La Chine est un énorme marché pour le cinéma d'animation, mais les films montrant des personnes issues de la communauté LGBTQ+ en sont presque automatiquement bannis. En effet, la Chine a interdit en 2016 toute représentation de « *relations sexuelles anormales* » : sans surprise, l'homosexualité entre dans cette catégorie aux yeux du gouvernement chinois.

Pour séduire à la fois le marché chinois et la communauté LGBTQ+, Pixar amène de la diversité dans ses films au compte-gouttes, jamais de manière explicite. En jouant sur les deux tableaux, la compagnie réussit

à ce que ses films ne soient pas bannis en Chine, tout en se donnant une légère allure progressiste aux yeux du marché occidental. Un portrait on ne peut plus complet du tokénisme.

Le tokénisme est une « *pratique consistant à faire des efforts symboliques d'inclusion vis-à-vis de groupes minoritaires dans le but d'échapper aux accusations de discrimination* », selon le livre *Social Psychology* de Michael A. Hogg et Graham M. Vaughan publié en 2008. Le tokénisme peut être bénéfique tant pour l'image que pour le portefeuille d'une compagnie.

Cependant, ces efforts souvent minces d'inclusion ne découlent pas nécessairement d'une mauvaise volonté, mais ne contribuent pas non plus à améliorer concrètement la représentation de la diversité à l'écran.

La ligne entre l'inclusion de la diversité et le tokénisme peut être très fine. De toute évidence, avoir un personnage secondaire homosexuel(le) n'est pas une mauvaise chose en soi. Alors, comment départager l'inclusion réelle du tokénisme?

L'experte en communication Sabrina Wijaya explique dans l'un de ses articles cette différence. L'inclusion réelle perdure, et permet également d'adopter des comportements inclusifs qui comptent concrètement, comme de créer des personnages principaux gais, par exemple. S'assurer d'avoir de la diversité à l'écran ne vaut rien si la parole n'est jamais réellement donnée à cette diversité.

Dans l'article *Tokenism and Representation: A Fine Line in Popular Media*, paru en 2020 dans la revue *The Volume Collective*, la journaliste Joanna Dias affirme que le tokénisme est une forme de discrimination moderne. « *Le tokénisme pourrait être considéré comme la version édulcorée et diététique des préjugés du passé, son impact s'insinuant dans les communautés sous le couvert de l'allié* », estime-t-elle.

Quand la compagnie Pixar mettra-t-elle vraiment de l'avant la diversité sexuelle? Difficile à dire, considérant la résistance qu'a ce studio au changement. Repérer des membres de la communauté LGBTQ+ dans les films de Pixar est plus difficile que d'apercevoir leur iconique camion de pizza, de film en film. ❖

## ÉDUCATION

# La bande dessinée s'invite sur les bancs de l'école

MARIANNE DUBÉ

Souvent vue comme de la littérature paresseuse, la bande dessinée tend à retrouver ses lettres de noblesse. Celle-ci se glisse non seulement dans les écoles à titre d'outil pédagogique, mais aussi entre les mains d'adultes curieux et curieuses d'apprendre tout en s'amusant.

Alors que les *comics books* américains étaient mal perçus par la population dans les années 50, la popularité de la bande dessinée n'en a toutefois pas été affectée. Depuis quelques années, c'est la catégorie de livres préférée des enfants, selon le mémoire intitulé *La bande dessinée pédagogique* écrit par Mélanie Tremblay en 2013.

Il est important de faire la distinction entre la bande dessinée didactique et pédagogique. Les ouvrages didactiques ne sont pas faits comme des outils, mais sont plutôt à caractère instructif. Dans cette catégorie se retrouvent notamment les biographies, les récits historiques et les bandes dessinées documentaires. De l'autre côté, la BD pédagogique, souvent intégrée dans les manuels scolaires, est faite pour faciliter l'apprentissage.

Beaucoup de personnes croient à tort que la BD ne s'adresse qu'aux enfants. Mario Beaulac, professeur de bande dessinée à l'École multidisciplinaire de l'image de l'Université du Québec en Outaouais, souligne que « *maintenant, l'offre s'est élargie et on courtise un public adulte* », et même que certains et certaines professeur(e)s d'université l'utilisent pour vulgariser des thèses scientifiques.

Selon la thèse de Mme Tremblay, cette méthode d'apprentissage n'est pas limitée à certaines matières. Les sujets et les thèmes sont très divers : le récit de la Shoah racontée par Art Spiegelman dans *Maus* ou la série *La petite bédéthèque* des savoirs qui aborde des sujets tels que l'intelligence artificielle en sont des exemples.

### L'avantage de la planche

Plusieurs professeur(e)s s'entendent pour dire que la motivation d'apprendre avec cet objet inusité est l'intérêt principal



AUGUSTIN DE BAUDINIÈRE MONTRÉAL CAMPUS

**Le caractère ludique des bandes dessinées peut faciliter l'apprentissage de la lecture chez les enfants, croient plusieurs professeur(e)s.**

de son utilisation pédagogique. L'aspect ludique, coloré et parfois humoristique encourage la lecture chez les jeunes. Contrairement aux idées préconçues, lire des phylactères — élément graphique permettant de placer le texte d'un dialogue ou d'un monologue — peut permettre d'améliorer les compétences en lecture, souligne Mme Tremblay dans sa thèse.

Bien que la BD soit reconnue comme étant simple, le professeur titulaire en didactique de la littérature à l'Université du Québec à Rimouski Jean-François Boutin serait réticent à la conseiller à des jeunes en difficulté. « *Il y a un niveau de complexité qui est dédoublé en bande dessinée. [...] Lire de la BD c'est exigeant* », explique-t-il. L'ordre des bulles et des cases ainsi que les ellipses dans le récit demandent un effort de réflexion différent d'un roman, selon lui.

### Les défis du neuvième art

Malgré ses multiples avantages, la BD est encore rare dans les écoles, selon Jérôme Latulippe, enseignant d'arts plastiques au Collège Citoyen à Laval. La bande dessinée strictement pédagogique adaptée aux adolescents et aux adolescentes « *n'existe pas vraiment* », ajoute-t-il.

L'enseignant, qui aborde la BD en classe, assure que sa lecture est encouragée et qu'elle peut être utile, mais qu'elle est « *dure à intégrer dans la réalité*

des profs » qui doivent respecter un programme. Mario Beaulac soutient que tout le monde n'y est pas ouvert.

« **Maintenant, l'offre s'est élargie et on courtise un public adulte** »

**Mario Beaulac, professeur à l'École multidisciplinaire de l'image à l'Université du Québec en Outaouais**

M. Boutin indique toutefois que la vastitude des possibilités qu'offrent la BD « *ne sont pas exploitées à leur plein potentiel* ». Le nombre de titres dans les dernières années a explosé, rendant l'offre difficile à cerner. « *Le problème de la BD à l'école, c'est la méconnaissance* », assure-t-il. Pour lui, ceux et celles qui ne l'ont pas adoptée ne savent tout simplement pas tout le potentiel qu'elle recèle.

Bien que la BD pédagogique ne soit pas aussi répandue que le désiraient ses adeptes, Mario Beaulac affirme que ce secteur est florissant, et que la popularité du genre ne diminue pas. Reste à voir si leur succès en librairie saura défaire les préjugés du milieu scolaire. ❖



CULTURE

## MUSIQUE

# Maya Kodes : une pionnière de l'holographie sur scène

PHILÉMON LA FRENÈRE-PRÉMONT

La chanteuse montréalaise Maya Kodes rêve en grand. Celle-ci livre des performances un peu partout à l'international, mais elle n'existe pas vraiment : Maya est la seule artiste hologramme interactive au monde.

Conçue par le studio québécois Neweb Labs en 2016, la chanteuse humanoïde a publié un album, *The New Kode Vol.1*. Elle l'interprète sur scène en direct à travers le monde, en plus de présenter ses chansons sous forme de vidéoclips.

Maya Kodes est une chanteuse qui « a des éléments moteurs pour intéresser le public », explique le président de Neweb Labs, Yves St-Gelais. Elle est incarnée par une chanteuse, qui s'occupe de la voix et de la mobilité faciale de l'hologramme, ainsi que par une comédienne, qui s'occupe de ses mouvements corporels.

Yves St-Gelais et son équipe ont récemment conçu la quatrième version de Maya Kodes. Cette nouvelle modélisation comprend une amélioration esthétique et l'ajout de micro-expressions faciales qui la rendent plus humaine.

« Maya a fait plus de spectacles à l'international qu'au Canada »

Yves St-Gelais, président de l'entreprise québécoise Neweb Labs

Pour le patron du studio Neweb Labs, les différentes versions de Maya Kodes permettent aux adeptes de la voir évoluer. « J'avais vraiment envie de raconter une histoire aux jeunes avec une héroïne qu'ils aimeraient. C'est un peu comme *Astérix* qui a 30 albums [à son nom], Maya peut évoluer avec le temps », relate-t-il.

## Un public jeune comme cible

Bien qu'elle soit Montréalaise, Maya Kodes n'est pas destinée à satisfaire un marché local. « Elle



PHOTO : NEWEB LABS

L'artiste hologramme Maya Kodes, conçue à Montréal par Neweb Labs, séduit les foules en repoussant les limites de la technologie.

a fait plus de spectacles à l'international qu'au Canada », précise Yves St-Gelais.

Un constat ressort toutefois : Maya est plus populaire chez les jeunes générations.

« Les réactions [positives] qu'on a eu à Montréal de la part des jeunes, c'étaient les mêmes réactions qu'on avait en Allemagne ou à New York », indique le président de Neweb Labs.

Si cet engouement peut sembler étrange, le producteur audiovisuel rappelle que « les jeunes ont souvent été confrontés aux personnages virtuels, avec les films d'animation notamment ».

## Un optimisme prudent

Le principal obstacle se dressant devant Maya Kodes est la pandémie, qui l'empêche de se produire en spectacle depuis deux ans. Elle la tient aussi à l'écart d'une région importante : l'Asie, où les animés et même les hologrammes sont beaucoup plus populaires qu'au Québec. « On attend que la pandémie soit vraiment derrière nous pour mettre à jour le catalogue [musical] de Maya et relancer les spectacles », souhaite M. St-Gelais, optimiste.

Cet espoir est partagé par le professeur en arts visuels et médiatiques à l'Université du Québec à Trois-Rivières Philippe Boissonnet. « Quand les hologrammes sont animés, c'est très attirant pour l'œil », affirme-t-il. M. Boissonnet remarque cependant un frein majeur au développement de l'art

holographique québécois : « Il manque de débouchés commerciaux, alors il manque d'investisseurs ». Le professeur propose donc que les hologrammes soient davantage axés sur le « monde vidéo, pour qu'ils se rendent au grand public ».

Pour Ann-Sophie Loranger, adepte des artistes hologrammes, c'est toute une communauté qui se rassemble autour de Maya Kodes, comme c'est le cas pour un artiste traditionnel. « On peut s'y attacher et vraiment rentrer dans son univers, suivre l'évolution de sa musique et de ses [éléments] visuels », ajoute la jeune adulte. L'un de ses rêves est d'ailleurs d'aller voir Hatsune Miku, une chanteuse humanoïde japonaise, en spectacle.

## Le phénomène Miku

Hatsune Miku accumule des millions de visionnements sur sa chaîne YouTube, en plus d'attirer autant d'admirateurs et d'admiratrices à ses concerts. Tout comme Maya Kodes, elle n'existe que sur les écrans.

Néanmoins, une différence est notable entre les deux artistes holographiques. Alors que Maya peut interagir avec son public lorsqu'elle est sur scène, Hatsune Miku est diffusée par « des animations préenregistrées, diffusées en [présonorisation] dans un écran holographique », souligne Yves St-Gelais. Si une chanteuse animée en deux dimensions suscite autant de fanatisme à travers le globe, tout est possible pour Maya Kodes et les futurs artistes hologrammes du Québec. 🎧

# En coulisses

CHRONIQUE

## Prenons soin de nos cours d'arts

LAETITIA ARNAUD-SICARI

Au Québec, les cours à vocation artistique ne prennent pas suffisamment de place dans le système scolaire, et ce, malgré les effets positifs qu'ils engendrent sur le développement des étudiants et des étudiantes.

Quand j'étais au secondaire, j'étudiais dans une école privée sur la Rive-Nord. À mon établissement, il n'y avait pas d'options, ni de concentrations : tout le monde était inscrit au Programme d'éducation intermédiaire (PEI) du Baccalauréat international.

Au fil de mon parcours scolaire, j'ai pu constater qu'on enlevait des cours d'art à notre grille d'horaire de 18 jours, au profit d'autres matières dites « principales ». Des neuf cours d'art que nous avions au premier cycle, seulement quatre en restaient à la fin du secondaire. J'étais écoeurée.

C'est seulement en cinquième secondaire que j'ai eu la possibilité d'ajouter deux autres cours à vocation artistique dans mon cheminement scolaire.

Je me suis toujours demandée pourquoi on nous privait de ces cours qui nous permettaient réellement de nous exprimer. C'est ce sentiment de liberté que l'art me procurait, alors que je me sentais brimée dans d'autres matières.

« Au Québec, on remet sans cesse en question les arts et la culture. Les arts devraient exister de façon équitable dans toutes les écoles », croit le directeur musical de l'école secondaire Joseph-François-Perrault, Éric Levasseur. Celui-ci ajoute que la province « est assez jeune au niveau culturel, et qu'il y a des choix politiques qui doivent se faire. S'il y a plus de culture dans une ville, il va y en avoir dans ses écoles ».

Ce message est même lancé en guise d'avertissement à des futur(e)s enseignants et enseignantes en art, comme il est arrivé à Chloé\* durant sa formation universitaire.

« Le discours est que les matières principales sont le français, les mathématiques, les sciences, l'anglais et l'histoire. Les autres ont des miettes. À l'université, il y a des professeurs qui nous ont averti qu'il y a des collègues qui allaient nous dire ça », décrit celle qui enseigne les arts plastiques dans une école secondaire de l'Est de Montréal.

« Une des anciennes directrices de l'école m'a déjà dit que j'enseignais une petite matière », confie Bianka Tremblay, professeure en arts plastiques et en vitraux à l'école Georges-Vanier depuis 15 ans.

Cependant, les nombreux bienfaits de l'éducation artistique sont indéniables, selon l'étude *L'art pour l'art ? L'impact de l'éducation artistique menée en 2013* par le Centre pour la recherche et l'innovation dans l'enseignement. L'art permet aux jeunes de développer une pensée critique, de renforcer la motivation scolaire, d'améliorer des aptitudes sociales et des compétences dans d'autres matières enseignées.

Malgré les avantages de l'éducation artistique, il arrive souvent à Chloé de devoir répondre à la question : « à quoi ça sert l'art ? ». « La créativité, tu en as besoin dans toutes les sphères de ta vie. Juste pour ça, c'est essentiel qu'il y ait des arts dans les écoles », répond-elle à ses élèves et à leurs parents.

J'étais curieuse de savoir si ce discours de dévalorisation des arts décourageait les étudiants et les étudiantes de poursuivre une formation plus artistique après le secondaire. Dans mon cas, ça ne m'a pas empêché d'appliquer en cinéma à deux reprises.

« Il y a environ 10 ou 15 % des étudiants qui vont s'inscrire en musique aux études supérieures », estime M. Levasseur. Quant à Chloé et à Mme Tremblay, elles remarquent que la proportion des finissants et des finissantes qui décident de s'inscrire dans un programme artistique est minime. « Parmi les 20 jeunes dans mon groupe de cinquième secondaire en multimédia, il y a une étudiante qui a appliqué en design intérieur cette année », souligne Chloé.

Si on regarde les inscriptions à la Faculté des arts de l'Université du Québec à Montréal (UQAM) depuis les 20 dernières années, le nombre a augmenté. À l'automne 2000, les étudiants et les étudiantes en art représentaient 7,1 % de la communauté uqamiennne, alors qu'en 2020, ils et elles constituaient 9 % de la population universitaire, d'après les statistiques du registrariat de l'UQAM.

« Si un jeune décide de poursuivre en art après le secondaire, c'est tant mieux pour la culture », soutient Éric Levasseur. ❖

\*Prénom fictif afin de conserver l'anonymat



## CINÉMA QUÉBÉCOIS

# Les enfants vedettes aux oubliettes

Ces jeunes qui ont connu la gloire doivent parfois repenser à leur avenir quand le téléphone cesse de sonner

ANTOINE PEJOT-CHARROST

Plusieurs enfants ont la chance de se produire pour le cinéma québécois, mais seulement une poignée d'entre eux et elles deviennent acteurs ou actrices. Ces jeunes vivent leur passion, mais peuvent tout perdre du jour au lendemain.

Irlande Côté avait 12 ans lorsqu'elle a été nommée dans la catégorie meilleure actrice dramatique pour la série web *Claire et les vieux* à la cérémonie des Gémeaux, en 2021.

Sa mère, Valérie Chapdelaine, qui travaille pour l'agence artistique pour enfants et adolescents Kaboom, précise qu'Irlande n'a pas toujours compris le but de toutes ces cérémonies de remise de prix.

Pendant l'enfance de sa fille, Valérie a insisté pour qu'elle comprenne que « *le prix, c'est d'être nommé, pas nécessairement de gagner.* »

Nouvellement entrée à l'école secondaire, c'est « *plus difficile à suivre niveau scolarité, contrairement au primaire où il y avait plus de soutien* », rapporte Valérie.

Pour elle, il est essentiel que sa fille ne mise pas que sur le jeu : c'est pourquoi elle a insisté auprès de chacune des productions pour lesquelles Irlande a joué afin qu'un budget soit alloué à la famille pour lui payer un tuteur ou une tutrice.

Avant d'enchaîner les rôles, Irlande a foulé les plateaux de tournage de sa grande sœur dès son plus jeune âge.

Au fil des années, la jeune actrice « *a réalisé qu'elle donnait tout ce qu'elle avait à chaque audition et que si ça ne fonctionnait pas, ce n'était pas plus grave que ça* », précise sa mère.

## Évaluation des parents

Valérie Chapdelaine s'inquiète toutefois de la période à venir. Bien consciente de la réalité du milieu, la mère sait que sa fille arrive à l'âge où se trouve un fossé important entre les rôles d'enfant qui sont abondants, et ceux d'adolescent qui sont plus rares.

La mère réitère l'importance de la présence des parents et précise que l'agence artistique pour laquelle elle travaille les



MALIKA ALAOUI MONTRÉAL CAMPUS

**Lorsque le rêve de percer dans l'industrie culturelle s'estompe, ces jeunes artistes perdent un fragment de leur identité. Traversant une période sombre, ils et elles n'ont pas le choix de se renouveler.**

« *auditionne* » en même temps que les enfants.

Une personne de l'agence s'assoit dans la salle d'attente et « *évalue* » les comportements des parents afin d'éviter de prendre un enfant évoluant dans un milieu qui pourrait lui nuire, comme un environnement où il y a de la pression, par exemple.

## La lumière s'éteint

Katerine-Lune Rollet a joué dans la populaire émission *Watatow* de 1991 à 2000.

Alors âgée de 16 ans, elle est entrée dans le milieu par le biais d'un concours organisé par le *Journal de Montréal*, auquel plus de 3500 enfants avaient participé. Elle a multiplié les saisons de « *Wata* » et les animations jeunesse.

Après 16 ans d'activité à l'écran, le téléphone a arrêté de sonner.

Tout comme les joueurs et les joueuses de hockey qui doivent raccrocher leurs patins car ils et elles n'ont pas été repêché(e)s, du jour au lendemain, l'identité des

jeunes acteurs et actrices disparaît. « *Pendant une bonne partie de ta vie, c'est tout ce que tu es, tu es reconnue comme actrice* », affirme la comédienne.

Toutefois, elle a toujours été bien consciente de l'importance d'un plan B. « *Je suis une des seules enfants de Watatow à être allée à l'université!* », s'exclame-t-elle.

C'est pourquoi Katerine-Lune a complété un baccalauréat en journalisme qui lui a permis par la suite d'animer et de faire plusieurs chroniques à l'émission *Infoman*, notamment.

Le brusque choc de l'extinction des feux a tout de même été bouleversant pour Katerine-Lune.

Cette dernière ne pouvait pas recommencer à zéro, car peu importe où elle allait, les gens la reconnaissaient. « *J'ai donc commencé à travailler comme concierge dans un hôtel international de Montréal* », raconte-t-elle.

Là-bas, les touristes ne savaient pas qui Katerine-Lune était. S'il s'agit d'une expérience qui lui a permis de se recentrer, c'est aussi

la période où elle a dû faire « *le deuil de son identité* ».

## L'art de s'adapter

Selon la professeure titulaire en psychologie sociale à l'Université de Montréal (UdeM) Roxane de la Sablonnière, changer d'identité peut aider à combler la perte d'une partie de celle-ci. La chercheuse affirme que « *chaque personne vit des crises identitaires au cours de sa vie* ».

« *Tout comme un immigrant lorsqu'il arrive dans un nouveau pays, l'acteur ou l'actrice qui entre dans cette période d'ombre s'inscrit dans un processus d'intégration d'une nouvelle identité* », précise Mme de la Sablonnière.

Ce processus se fait en quatre étapes. Il commence par celle de l'anticipation, au cours de laquelle l'acteur ou l'actrice se demande quoi faire maintenant qu'il ou elle a perdu ce qui l'identifie.

Vient ensuite la catégorisation, ou l'identification des différences entre les deux modes de vie.

S'ensuit l'étape du vacillement, alors que l'artiste peut tenter de garder un pied dans l'industrie.

Finalement, arrive la dernière étape, soit celle de l'intégration.

Katerine-Lune Rollet a vécu son « *intégration* » récemment, alors qu'elle a su utiliser ce que le monde de la télévision lui a appris afin de revenir à quelque chose qui la rejoint.

L'ancienne de *Watatow* a décidé de se consacrer complètement à l'animation d'événements, qui lui fait revivre cette passion, mais dans un environnement différent.

Les enfants vedettes rencontrent tous et toutes, à un moment ou un autre de leur parcours, une période creuse. « *L'essentiel est d'être bien outillé* », affirme la professeure titulaire en psychologie sociale à l'UdeM Roxane de la Sablonnière.

Selon elle, la meilleure astuce réside dans le renouvellement d'identité qui viendra apporter de la lumière dans cette période qui peut être compliquée pour la relève. 🎬

# Angles morts

CHRONIQUE

## REPRÉSENTER L'INCLUSIVITÉ POUR INSPIRER

MALIKA ALAOUÏ

« Pour oser s'inventer des chemins de traverse, nous avons tous besoin de référents. Ce sont les modèles qui nous aimantent, nous conduisent à nous affranchir des rôles préétablis ». Ce sont ces mots de la journaliste Nesrine Slaoui, dans son roman *Illégitimes*, qui résonnent en moi quand je questionne ma place dans le milieu du journalisme et le manque de représentativité dans les médias.

J'ai passé une bonne partie de ma vie à remettre en question ma légitimité dans les domaines qui me plaisaient, mais dans lesquels je n'avais pas de modèles. Se projeter dans un univers qui nous intéresse — sans que personne nous ressemblant n'y ait plongé avant nous — donne l'impression de rêver de sphères inatteignables.

Souvent, j'ai essayé de rêver doucement, en silence. Comme si le son de ma voix n'était pas assez important comparativement à celui des autres, pour qui la voie est déjà tracée.

Mes parents ont toujours tout mis en œuvre pour que je puisse construire mon avenir dans les meilleures conditions. Ma mère m'a toujours poussée à me battre pour atteindre mes objectifs. « *Personne ne te réserve une place bien au chaud. Il faut que tu travailles deux fois plus que les autres pour te créer cette place* », me répétait-elle.

### Un modèle et tout change

Avant de me lancer en journalisme, j'ai attendu trois ans. Trois longues et pénibles années d'études universitaires d'un cursus qui m'ennuyait à mourir. C'était avant de tomber sur le parcours de la journaliste franco-marocaine Nesrine Slaoui. Dans une vidéo pour le média numérique Brut, publiée en juin 2019, Mme Slaoui parle de son parcours et de la difficulté à s'intégrer dans un domaine où on a l'impression de n'être qu'un murmure au milieu d'une foule.

Au fil du temps, j'ai découvert des journalistes qui ressemblaient à Mme Slaoui et qui l'inspiraient. Par la suite, nous avons discuté sur les réseaux sociaux et je me suis rendue compte de l'importance de la représentation dans cette sphère qui nous fait vibrer. La



MANON TOUFFET MONTRÉAL CAMPUS

**Malika montre à son jeune groupe passionné le fonctionnement du matériel radiophonique qu'elle utilise dans ses cours à l'UQAM. Les enfants sont toujours heureux de retrouver Malika chaque semaine.**

représentation dans les médias est d'autant plus importante. Ceux-ci s'adressent à la population et se doivent d'être les plus inclusifs possibles. C'est une façon de pouvoir parler au monde entier.

### De génération en génération

En arrivant à Montréal, en août 2021, j'ai décroché un emploi d'animatrice à La Petite Maison, une maison des jeunes dans le quartier Saint-Michel. Ma mission est de tenir un blogue destiné aux jeunes et d'animer pour eux un atelier de journalisme une fois par semaine. Ce projet d'éducation aux médias me permet d'initier la jeunesse aux différentes facettes du métier, tant en ce qui a trait à l'écriture, à la radio et à la photographie. L'atelier aide les enfants à développer un esprit critique et m'a permis de constater un manque de diversité et de représentation dans les médias.

« *Des fois je regarde Radio-Canada avec mes parents et je me rends compte qu'il n'y a que des*

*Blancs* » m'a souligné Mahwish, 11 ans. « *J'aimerais qu'il y ait plus de couleurs à la télé. J'aime voir des gens comme moi, pas juste des personnes blanches parce que comme ça, je peux m'identifier* », m'a raconté Amina, 12 ans.

Le pouvoir de la représentation est fort : les enfants m'ont déjà demandé de projeter mes articles journalistiques au tableau pour les motiver à écrire. Nesrine Slaoui explique parfaitement l'importance de l'identification et à quel point c'est primordial pour s'autoriser à rêver, à être ambitieux et ambitieuses. « *C'est en s'identifiant à d'autres, des hommes et des femmes comme nous, partis de rien, que le rêve peut naître et le désir émerger. La représentativité a un impact puissant* », a-t-elle mentionné.

Avec des ami(e)s qui pratiquent aussi le journalisme, j'ai eu l'occasion de faire des ateliers radiophoniques et photographiques afin de familiariser les jeunes aux différentes sphères du domaine. Nous avons aussi parlé de vérification

des faits, d'information sur les réseaux sociaux ou encore de récits d'opinion.

Un lien fort s'est créé entre les enfants et moi. J'ai réalisé qu'ils et elles s'amélioreraient énormément au fil des ateliers, tant en ce qui concerne le développement de l'esprit critique que la qualité du français à l'écrit et à l'oral. « *J'aimerais être enseignante quand je serai grande, mais avec l'atelier, je me rends compte qu'on peut tous faire du journalisme. Si je ne deviens pas enseignante, j'aimerais devenir journaliste* », m'a confié Zineb, 12 ans.

### Construire l'avenir

Je suis immensément reconnaissante d'étudier le journalisme et d'initier ces jeunes au monde des médias. Je veux qu'ils et elles se sentent légitimes dans n'importe quel domaine qu'ils et elles visent. Je veux que ce sentiment de légitimité résonne en eux et en elles comme il a résonné en moi quand j'ai

découvert Nesrine Slaoui.

Maintenant, j'aide ces jeunes comme ils m'aident en retour. Ils et elles m'aident à me battre et à construire mon avenir. Je ne le fais plus seulement pour moi, mais aussi pour eux et elles.

Ces enfants forment la future génération qui reprendra les rênes. La mission des journalistes racisé(e)s de ma génération est d'inverser la tendance, de devenir des modèles pour ces jeunes afin qu'ils et elles osent s'inventer des chemins de traverse.

Grâce à cet atelier, les enfants se découvrent une passion pour les médias, aiment s'informer et jouer aux journalistes en herbe avant de se lancer, peut-être un jour, dans une véritable carrière journalistique.

En devenant Vigie de la diversité et de l'inclusion au Montréal Campus, en septembre dernier, j'ai réalisé à quel point les médias se devaient de représenter l'ensemble de la population. Et cela, tant sur le plan des personnes qui parlent que celles dont on parle. ❖

# Vous faites quoi après la session?

## 1 000 \$ À GAGNER

pour réaliser votre projet d'été ou de fin d'études\*

### 2 façons de soumettre votre projet pour participer :

1. Venez nous rencontrer à l'espace 360<sup>d</sup> de l'Université du Québec à Montréal :  
315, rue Sainte-Catherine Est, Montréal  
Pavillon des Sciences de la gestion –  
Local R-R610
2. Rencontrez un conseiller en mode virtuel en prenant rendez-vous à [mafindesession.com](https://mafindesession.com)



\* Certaines conditions s'appliquent. Règlement disponible sur place et à [mafindesession.com](https://mafindesession.com). Le concours se termine le 29 avril 2022.

 Desjardins



